

Vente MAHADEVAN
Audience d'Orientation 4 avril 2023

DIRE D'ANNEXION DE L'ASSIGNATION DELIVREE AUX DEBITEURS

L'an deux mille vingt-trois, le

par-devant Nous Greffier du Tribunal Judiciaire de PONTOISE, a
comparu, Maître Paul BUISSON, SELARL BUISSON & ASSOCIES, avocat
au Barreau du Val d'Oise, demeurant à 95300 PONTOISE - 29, rue Pierre
Butin, poursuivant la vente dont s'agit lequel a dit :

conformément aux dispositions de l'article R 322-10 du Code des
procédures civiles d'exécution annexer au présent cahier des conditions
de vente copie de l'assignation délivrée aux débiteurs afin de
comparaître à l'audience d'orientation délivrée par acte de la SCP
PLOUCHART SIA GAUTRON, Commissaire de Justice à LOUVRES en date
du 13 février 2023,

dont acte,

Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.

Expédition

SCP 167306
Thierry PLOUCHART
Aurore SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Bruel
95380 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60

**ASSIGNATION DU DEBITEUR A
COMPARAITRE A L'AUDIENCE
D'ORIENTATION DEVANT LE JUGE DE
L'EXECUTION DU TRIBUNAL JUDICIAIRE
DE PONTOISE**

L'an deux mille vingt-trois, le TREIZE == FEVRIER

A la requête de :

Le CREDIT FONCIER DE FRANCE, SA au capital de 1.331.400.718,80 €
ayant son siège social à Paris (75013) 182 avenue de France, agissant
poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité
audit siège

Elisant domicile chez Maître Paul BUISSON, SELARL PAUL BUISSON,
BUISSON & ASSOCIES, avocat au Barreau du Val d'Oise, demeurant à
PONTOISE 95300 - 29, rue Pierre Butin, lequel est constitué et occupera sur
les poursuites d'expropriation devant le Tribunal Judiciaire de PONTOISE et
ses suites,

J'ai

Nous, Thierry PLOUCHART, Aurore SIA :
Cécile GAUTRON, Commissaires de Justice Associés
à la résidence de LOUVRES (95380)
25 rue Paul Bruel, par l'un d'eux soussigné

donné assignation à :

Monsieur Chivaruban MAHADEVAN, époux de Madame Shoba
PALACHANDRAN, de nationalité Sri-Lankaise, né le 15/01/1977 à Jaffna (Sri
Lanka), domicilié 9 rue Jean Pierre Timbaud - 95140 GARGES LES GONESSE

Où étant et parlant à : Comme au Procès Verbal

Madame Shoba MAHADEVAN née PALACHANDRAN, épouse de
Monsieur Chivaruban MAHADEVAN, de nationalité Sri-Lankaise, née le
05/06/1981 à Jaffna (Sri Lanka), domiciliée 9 rue Jean Pierre Timbaud -
95140 GARGES LES GONESSE

Où étant et parlant à : Comme au Procès Verbal

A COMPARAITRE devant Madame ou Monsieur le Juge de l'exécution près le Tribunal Judiciaire de Pontoise à l'audience d'orientation faisant suite au commandement de payer valant saisie Immobilière en date du 7 novembre 2022 publié en date du 21 décembre 2022 au Service de la Publicité Foncière de Saint Leu la Forêt 2 volume 2022 S numéro 273, de votre immeuble ci-après désigné :

COMMUNE DE GARGES-LES-GONESSE (VAL D'OISE)

Un pavillon d'habitation sis 9 rue Jean-Pierre Timbaud cadastrée section AO numéro 175 lieudit « 9 rue Jean-Pierre Timbaud » pour 3 a, comprenant un sous-sol composé d'une chambre aménagée, atelier et garage, un rez-de-chaussée composé d'une entrée, cuisine, séjour, salon, une chambre, salle de bains et wc, grenier au-dessus et jardin.

L'audience d'orientation est fixée au Tribunal Judiciaire de Pontoise céans 3 rue Victor Hugo - 95302 PONTOISE CEDEX, salle desdites audiences **le MARDI 4 AVRIL 2023 à 15 HEURES 00.**

Et à même requête et éléction de domicile, JE VOUS FAIS SOMMATION DE :

Prendre connaissance des conditions de la vente figurant dans le cahier des conditions de vente, qui peut être consulté au greffe du juge de l'exécution où il sera déposé 5 jours ouvrables au plus tard après l'assignation, ou au cabinet de l'Avocat du créancier poursuivant.

TRES IMPORTANT

Vous pouvez vous présenter seul à cette audience, ou vous y faire représenter par un Avocat au Barreau du Val d'Oise, conformément aux dispositions de l'article R 322-5 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

A défaut d'être présents ou représentés par un Avocat à l'audience, la procédure sera poursuivie en vente forcée, sur les seules indications fournies par le créancier poursuivant.

A peine d'irrecevabilité, toute contestation ou demande incidente doit être déposée au greffe du juge de l'exécution par conclusions d'avocat, au plus tard lors de l'audience.

L'audience d'orientation a pour objet d'examiner la validité de la saisie, de statuer sur les contestations et demandes incidentes liées à celle-ci et de déterminer les modalités selon lesquelles la procédure sera poursuivie.

La mise à prix fixée dans le cahier des conditions de vente est de :
130 000,00 € - cent trente mille euros

Vous avez la possibilité d'en contester le montant pour insuffisance manifeste.

Vous pouvez demander au Juge de l'exécution à être autorisé à vendre le bien saisi à l'amiable, à condition de justifier qu'une vente non judiciaire peut être conclue dans des conditions satisfaisantes, conformément aux dispositions de l'article R 322-17 du Code des procédures civiles d'exécution.

Rappel des dispositions de l'article R 322-16 et R 322-17 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :

Article R 322-16 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :

« La demande tendant à la suspension de la procédure de saisie immobilière en raison de la situation de surendettement du débiteur est formée conformément aux dispositions de l'article L. 721-4 du Code de la Consommation, dans les conditions prévues à l'article R. 721-5 de ce Code. ».

Article R 322-17 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :

« La demande du débiteur aux fins d'autorisation de la vente amiable de l'immeuble ainsi que les actes consécutifs à cette vente sont dispensés du ministère d'avocat. Cette demande peut être formulée verbalement à l'audience d'orientation. »

A condition d'en faire préalablement la demande, vous pouvez bénéficier, pour la procédure de saisie, de l'aide juridictionnelle, si vous remplissez les conditions de ressources prévues par la Loi numéro 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et son décret d'application numéro 2020-1717 du 28 décembre 2020.

Le CREDIT FONCIER DE FRANCE détient une créance sur Monsieur Chivaruban MAHADEVAN et Madame Shoba MAHADEVAN née PALACHANDRAN, d'un montant de 235.162,08 € valeur au 17 octobre 2022, outre les intérêts postérieurs au taux de 5,20 % l'an jusqu'à parfait paiement.

Ainsi qu'il ressort de la grosse dûment en forme exécutoire d'un acte reçu par Maître Hugues VAN ELSLANDE, Notaire à Saint Denis (93), en date du 25 septembre 2009, contenant un prêt par le CREDIT FONCIER DE FRANCE, au profit de Monsieur Chivaruban MAHADEVAN et Madame Shoba MAHADEVAN née PALACHANDRAN.

Le commandement de payer valant saisie immobilière précité s'est avéré vain.

C'est la raison pour laquelle le requérant s'est trouvé contraint d'attirer ses débiteurs à une audience d'orientation conformément aux dispositions de l'article R. 322-4 du Code des Procédures Civiles d'Exécution aux termes duquel :

« Dans les deux mois qui suivent la publication au fichier immobilier du commandement de payer valant saisie, le créancier poursuivant assigne le débiteur saisi à comparaître devant le juge de l'exécution à une audience d'orientation. »

« L'assignation est délivrée dans un délai compris entre un et trois mois avant la date d'audience. ».

Cette audience d'orientation permettra de constater la nécessité et la régularité de la saisie engagée, de statuer sur d'éventuelles contestations et demandes incidentes, de déterminer les modalités de la vente et de définir le montant retenu pour la créance du poursuivant en principal, frais et intérêts et autres accessoires.

Il conviendra également à cette audience, si la vente forcée du bien est ordonnée, que soient fixées les modalités de visite de l'immeuble, en application de l'article R 322-26 alinéa 2 du Code des Procédures Civiles d'Exécution selon lequel :

« Le juge détermine les modalités de visite de l'immeuble à la demande du créancier poursuivant ».

Ces visites devront pouvoir intervenir avec le concours de la SCP PLOUCHART SIA GAUTRON - Huissiers de Justice à LOUVRES ou tout autre huissier de justice qu'il plaira à la juridiction de nommer, lequel pourra, si besoin est, se faire assister de tous ceux dont l'intervention lui sera nécessaire pour remplir sa mission et notamment pour lui permettre de faire procéder aux diagnostics nécessaires à la vente.

PAR CES MOTIFS

Il est demandé à Madame ou Monsieur le Juge de l'exécution du Tribunal Judiciaire de Pontoise de :

Vu les articles L 311-1 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution,

Vu les articles R 322-4 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution,

- **CONSTATER** la validité de la présente procédure de saisie immobilière,
- **STATUER** sur les éventuelles contestations et demandes incidentes qui pourraient être formées,
- **FIXER** le montant de la créance du poursuivant à la somme précisée au commandement de payer, en principal, frais, accessoires et intérêts au taux moratoire indiqué jusqu'à parfait paiement,
- **ORDONNER** la vente forcée, conformément aux dispositions de l'article R 322-26 du Code des procédures civiles d'exécution, des biens et droits immobiliers ci-dessus décrits,
- **DETERMINER** les modalités de la vente,
- **FIXER** la date de l'audience à laquelle il sera procédé à la vente forcée des biens et droits immobiliers ci-dessus décrits, sur la mise à prix fixée dans le cahier des conditions de vente,
- **FIXER** les modalités de visite de l'immeuble saisi, dans le cas où la vente forcée de celui-ci serait ordonnée, en autorisant l'intervention de la SCP PLOUCHART SIA GAUTRON - Huissiers de Justice à LOUVRES ou tout autre huissier de justice qu'il plaira à la juridiction de nommer, lequel pourra, si besoin est, se faire assister de tous ceux dont l'intervention lui sera nécessaire pour remplir sa mission et notamment pour lui permettre de faire procéder aux diagnostics nécessaires à la vente,
- **AUTORISER** une publicité supplémentaire sur Internet (LICITOR),
- **DIRE** que les dépens consisteront en frais privilégiés de vente.

A titre subsidiaire, pour le cas où la vente amiable serait autorisée :

- **FIXER** le montant du prix en deçà duquel les biens et droits immobiliers ne peuvent être vendus, eu égard aux conditions économiques du marché ainsi que, le cas échéant, les conditions particulières de la vente,
- **TAXER** les frais de poursuites, conformément aux dispositions de l'article R 322-21 du Code des procédures civiles d'exécution, qui seront payables directement par l'acquéreur, en sus du prix de vente,

- **DIRE** que les émoluments de l'Avocat poursuivant, visés à l'article A 444-191- V du Code de commerce, seront payés par l'acquéreur, en sus du prix de vente et des frais taxés,
- **DIRE** que le Notaire Instrumentaire consignera le prix de vente entre les mains de la Caisse des Dépôts et Consignations, désignée en qualité de Séquestre, en vue de sa distribution, dès le prononcé du jugement constatant la vente amiable,
- **FIXER** la date de l'audience à laquelle l'affaire sera rappelée, dans un délai qui ne peut excéder quatre mois, afin de s'assurer que l'acte de vente est conforme aux conditions fixées, et que le prix est consigné,
- **DIRE** que les dépens seront compris dans les frais taxés de vente.

SOUS TOUTES RESERVES

LISTE DES PIECES :

1. Acte de prêt du 25 septembre 2009
2. Signification de mises en demeure par la SAS SINEQUAE, Huissiers de Justice, en date du 16 décembre 2021
3. Commandement de payer valant saisie immobilière en date du 7 novembre 2022
4. Etat hypothécaire sur formalité de publication du commandement
5. Procès-verbal de description de la SCP PLOUCHART-SIA-GAUTRON, Huissiers de Justice, en date du 17 novembre 2022

S.C.P.
Thierry PLOUCHART
 Aurore SIA
 Cécile GAUTRON
 Commissaires de Justice Associés

25, Rue Paul BRUEL
 95380 LOUVRES

☎ 01.34.72.60.60
 ☎ 01 34 72 68 18

etude@plouchartassociés.com

CDC
 40031 00001 0000334386M 87

Paiement par

www.huissiers95-louvres.fr
 Identifiant : 230472
 Mot de passe : 822651

**ACTE DE
 COMMISSAIRE
 DE
 JUSTICE**

EXPEDITION



| COUT DE L'ACTE | |
|----------------|-------|
| Emolument | 53,20 |
| SCT | 7,87 |
| H.T. | 60,87 |
| Tva 20,00% | 12,17 |
| Timbres | 5,64 |
| Cout de l'acte | 78,68 |

REFERENCES A RAPPELER :
50220462
 13/02/2023

50220462

Acte : 167306

**PROCES VERBAL DE REMISE
 ETUDE**

Requérant : CREDIT FONCIER DE FRANCE

Titre de l'acte signifié : une ASSIGNATION ORIENTATION JEX

Date de signification : 13 février 2023

Destinataire : Madame MAHADEVAN Shoba demeurant 9 rue Jean Pierre Timbaud (pavillon)
 95140 GARGES LES GONESSE

N'ayant pu, lors de mon passage, avoir de précisions suffisantes sur le lieu où rencontrer le destinataire de l'acte.

Le domicile étant certain ainsi qu'il résulte des vérifications suivantes :

- ✓ Le nom est inscrit sur la boîte aux lettres.
- ✓ L'adresse nous a été confirmée par le voisinage.

Circonstances rendant impossible la signification à personne :

- ✓ Personne n'est présent ou ne répond à mes appels

La signification à destinataire s'avérant impossible, et en l'absence de toute personne présente au domicile capable ou acceptant de recevoir l'acte, copie de l'acte a été déposée par Clerc Assermenté sous enveloppe fermée ne comportant d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du destinataire de l'acte et de l'autre mon sceau apposé sur la fermeture du pli, en mon Etude.

Conformément à l'article 656 du Code de Procédure Civile, un avis de passage conforme aux prescriptions de l'article 655 a été laissé ce jour à l'adresse du signifié.

La lettre prévue par l'article 658 du C.P.C. comportant les mêmes mentions que l'avis de passage et copie de l'acte de signification a été adressée dans le délai prévu par la loi.

Le présent acte n'est pas soumis à taxe fiscale et comporte 7 feuilles à la copie.

Les mentions relatives à la signification sont visées par le Commissaire de Justice.

Thierry PLOUCHART



S.C.P.
Thierry PLOUCHART
 Aurore SIA
 Cécile GAUTRON
 Commissaires de Justice Associés

25, Rue Paul BRUEL
 95380 LOUVRES

☎ 01.34.72.60.60

☎ 01 34 72 68 18

etude@plouchartassociés.com

CDC
 40031 00001 0000334386M 87

Paiement par

www.hutssiers95-louvres.fr
 Identifiant : 230472
 Mot de passe : 822651

**ACTE DE
 COMMISSAIRE
 DE
 JUSTICE**

EXPEDITION



| COUT DE L'ACTE | |
|----------------|-------|
| Enrolment | 53,20 |
| SGT | 7,67 |
| H.T. | 60,87 |
| Tva 20,00% | 12,17 |
| Timbres | 5,64 |
| Cout de l'acte | 78,68 |

REFERENCES A RAPPELER :
50220462
 13/02/2023

**PROCES VERBAL DE REMISE
 ETUDE**

Requérant : CREDIT FONCIER DE FRANCE

Titre de l'acte signifié : une ASSIGNATION ORIENTATION JEX

Date de signification : 13 février 2023

Destinataire : Monsieur MAHADEVAN Chivaruban demeurant 9 rue Jean Pierre Timbaud (pavillon)
 95140 GARGES LES GONESSE

N'ayant pu, lors de mon passage, avoir de précisions suffisantes sur le lieu où rencontrer le destinataire de l'acte.

Le domicile étant certain ainsi qu'il résulte des vérifications suivantes :

- ✓ Le nom est inscrit sur la boîte aux lettres.
- ✓ L'adresse nous a été confirmée par le voisinage.

Circonstances rendant impossible la signification à personne :

- ✓ Personne n'est présent ou ne répond à mes appels

La signification à destinataire s'avérant impossible, et en l'absence de toute personne présente au domicile capable ou acceptant de recevoir l'acte, copie de l'acte a été déposée par Clerc Assermenté sous enveloppe fermée ne comportant d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du destinataire de l'acte et de l'autre mon sceau apposé sur la fermeture du pli, en mon Etude.

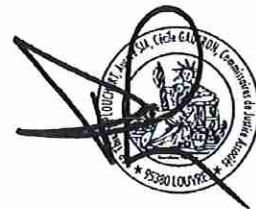
Conformément à l'article 656 du Code de Procédure Civile, un avis de passage conforme aux prescriptions de l'article 655 a été laissé ce jour à l'adresse du signifié.

La lettre prévue par l'article 658 du C.P.C. comportant les mêmes mentions que l'avis de passage et copie de l'acte de signification a été adressée dans le délai prévu par la loi.

Le présent acte n'est pas soumis à taxe fiscale et comporte 7 feuilles à la copie.

Les mentions relatives à la signification sont visées par le Commissaire de Justice.

Thierry PLOUCHART



Vente MAHADEVAN
Audience d'Orientation 4 avril 2023

DIRE D'ANNEXION D'UN ETAT HYPOTHECAIRE CERTIFIE A LA DATE DE
PUBLICATION DU COMMANDEMENT VALANT SAISIE

L'an deux mille vingt-trois, le

par-devant Nous Greffier du Tribunal Judiciaire de PONTOISE, a
comparu Maître Paul BUISSON, SELARL BUISSON & ASSOCIES, Avocat
au Barreau du Val d'Oise, demeurant à 95300 PONTOISE - 29, rue
Pierre Butin, poursuivant la vente dont s'agit lequel a dit :

conformément aux dispositions de l'article R 322-10 du Code des
procédures civiles d'exécution annexer au présent cahier des conditions
de vente copie de l'état hypothécaire levé sur publication du
commandement valant saisie,

dont acte,

Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
SAINT-LEU-LA-FORET 2

Demande de renseignements n° 9504P02 2022H90797 (72)
déposée le 21/10/2022, par Maître BUISSON

Réf. dossier : HF GARGES AO 175

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Pour la période de publication du 01/01/1972 au 07/09/2022 (date de mise à jour fichier)
[x] Il n'existe aucune formalité au fichier immobilier non informatisé,
[x] Il n'existe que les 18 formalités indiquées dans l'état réponse ci-joint.
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :
du 08/09/2022 au 21/10/2022 (date de dépôt de la demande)
[x] Il n'existe aucune formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A SAINT-LEU-LA-FORET 2, le 24/10/2022
Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Barbara GUEGAN

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 07/09/2022

| | | | |
|----------------|---|---|-----------------------------|
| N° d'ordre : 1 | Date de dépôt : 25/05/2001 | Référence d'enlissement : 9504P02 2001P2809 | Date de l'acte : 23/05/2001 |
| | Nature de l'acte : PROCES-VERBAL DE REMANIEMENT | | |
| | Rédacteur : ADM CDIF ERMONT / ERMONT | | |

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2001P2809/UD5 :

| Ancienne Désignation | Pfx | Sec | Plan | Vol | Lot | Nouvelle désignation | Pfx | Sec | Plan | Vol | Lot |
|----------------------|-----|-----|------|-----|-----|----------------------|-----|-----|------|-----|-----|
| Commune | | | | | | Commune | | | | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 643 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 162 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 392 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 163 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 739 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 164 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 740 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 165 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 741 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 166 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 170 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 167 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 169 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 168 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 168 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 169 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 167 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 170 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 166 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 171 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 697 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 172 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 698 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 173 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 445 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 174 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 446 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 175 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 164 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 176 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 190 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 177 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 191 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 178 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 192 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 179 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 193 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 180 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 194 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 181 | | |

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 07/09/2022

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2001P2809/UD5 :

| Ancienne Désignation | | | | Nouvelle désignation | | | | | | | |
|----------------------|-----|-----|------|----------------------|-----|--------------------|-----|-----|------|-----|-----|
| Commune | Pfx | Sec | Plan | Vol | Lot | Commune | Pfx | Sec | Plan | Vol | Lot |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 195 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 182 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 351 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 183 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 352 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 184 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 197 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 185 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 198 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 186 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 199 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 187 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 200 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 188 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 201 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 189 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 203 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 190 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 358 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 191 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 357 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 192 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 701 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 193 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 702 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 194 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 125 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 195 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 366 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 196 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 131 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 198 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 132 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 199 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 133 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 200 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 134 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 201 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AM | 657 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AO | 202 | | |

Disposition n° 2 de la formalité 9504P02 2001P2809/UD5 : REUNION DE PARCELLES

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 07/09/2022

| Immeuble Mère | | | Immeuble Fille | | | | | |
|--------------------|-----|-----------|----------------|-----|-----|--------------------|-----|------|
| Commune | Pfx | Sect | Plan | Vol | Lot | Commune | Pfx | Sect |
| GARGES-LES-GONESSE | AM | 129 à 130 | | | | GARGES-LES-GONESSE | AO | 197 |
| GARGES-LES-GONESSE | AM | 161 à 162 | | | | GARGES-LES-GONESSE | AO | 204 |
| | | AM | 551 | | | | | |

| | | |
|---|-----------------------------------|--|
| N° d'ordre : 2 | Date de dépôt : 16/09/2001 | Référence de dépôt : 9504P02 2001D8817 |
| Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 | Sages : 9504P02 Vol 2001P N° 2809 | |
| Rédacteur : / | | |

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2001D8817 :

ERREUR DU SERVICE : il a été omis le descriptif dans les UD 24/25/26/27/29 du PV DE REMANIEMENT publié le 25/05/2001 soit les réunions suivantes
AC 103/105/107/109 réunis sous AT8
AC147/150 réunis sous AT 9
AC163/193 réunis sous AT 18
AC201/17 réunis sous AT 50
AE 384/385/387 réunis sous AV 11
AE89/10/11/12 réunis sous AV 18
AE 227/228 réunis sous AV 23
AE191/231/234 réunis sous AV 25
AE232/233 réunis sous AV 27
AE354/355 réunis sous AV 46
AE 356/357 réunis sous AV 47
AE358/359 réunis sous AV48
AE360/361 réunis sous AV49
AE81/82 réunis sous AV 129

| | | |
|---|-----------------------------------|---------------------------------------|
| N° d'ordre : 3 | Date de dépôt : 19/01/2004 | Référence de dépôt : 9504P02 2004D588 |
| Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 | Sages : 9504P02 Vol 2001P N° 2809 | |
| Rédacteur : / | | |

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2004D588 : PV RECTIFICATIF DE REMANIEMENT VOL 2001 P 2809

| Ancienne Désignation | | | Nouvelle désignation | | |
|----------------------|-----|------|----------------------|-----|-----|
| Commune | Pfx | Sect | Plan | Vol | Lot |
| | | | | | |

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 07/09/2022

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2004D588 : PV RECTIFICATIF DE REMANIEMENT VOL 2001 P 2809

| Ancienne Désignation | | | | Nouvelle désignation | | | |
|----------------------|-----|-----|------|----------------------|-----|--------------------|-----|
| Commune | Pfx | Sec | Plan | Vol | Lot | Commune | Pfx |
| GARGES-LES-GONESSE | | AX | 335 | | | GARGES-LES-GONESSE | AK |
| GARGES-LES-GONESSE | | AX | 336 | | | GARGES-LES-GONESSE | AK |
| GARGES-LES-GONESSE | | AX | 337 | | | GARGES-LES-GONESSE | AK |

Complément : Trois changements de désignation omis dans le PV de remaniement.

| | | |
|---|----------------------------|--|
| N° d'ordre : 4 | Date de dépôt : 16/07/2004 | Référence de dépôt : 9504P02 2004D7365 |
| Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE du 19/01/2004 Sages : 9504P02 Vol 2004D N° 588 | | |
| Rédacteur : / de la formalité initiale du 25/05/2001 Sages : 9504P02 Vol 2001P N° 2809 | | |

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2004D7365 :

| Ancienne Désignation | | | | Nouvelle désignation | | | |
|----------------------|-----|-----|------|----------------------|-----|--------------------|-----|
| Commune | Pfx | Sec | Plan | Vol | Lot | Commune | Pfx |
| GARGES-LES-GONESSE | | AK | 5 | | | GARGES-LES-GONESSE | AX |
| GARGES-LES-GONESSE | | AK | 6 | | | GARGES-LES-GONESSE | AX |
| GARGES-LES-GONESSE | | AK | 7 | | | GARGES-LES-GONESSE | AX |

Complément : Correction du 2004 D 588 inversion des parcelles nouvelles et anciennes.

| | | |
|---|----------------------------|--|
| N° d'ordre : 5 | Date de dépôt : 25/01/2007 | Référence de dépôt : 9504P02 2007D1127 |
| Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Sages : 9504P02 Vol 2001P N° 2809 | | |
| Rédacteur : / | | |

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 07/09/2022

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2007D1127 : PROCES-VERBAL DE REMANIEMENT DU 23/05/2001

Correction effectuée dans le cadre de l'apurement des BED.
Erreur du service : c'est à tort et par erreur si dans la formalité corrigée ce jour, la tâche "LIER BED" avait été effectuée entre deux mauvaises assises de copropriété.
Suite à ce changement, la parcelle sise à GARGES LES GONESSE et cadastrée AC 269 est devenue AT 1.
Suite à ce changement, la copropriété qui était cadastrée GARGES LES GONESSE AC 269 et BONNEUIL EN FRANCE A 1051 (BED 5367) est devenue GARGES LES GONESSE AT 1 et BONNEUIL EN FRANCE A 1051 (BED 58337). C'est donc à tort et par erreur si la tâche "LIER BED" a été effectuée entre deux mauvaises assises de copropriété GARGES LES GONESSE AC 269 et AC 270 (BED 33642) et GARGES LES GONESSE AT 1 et AT 73 (BED 33661).
Cette correction a permis d'annuler le "LIER BED" erroné et d'effectuer le bon "LIER BED" entre les BED 5367 et 58337.

| | | |
|---|-----------------------------------|--|
| N° d'ordre : 6 | Date de dépôt : 05/02/2007 | Référence de dépôt : 9504P02 2007D1752 |
| Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 | Sages : 9504P02 Vol 2001P N° 2809 | |
| Rédacteur : / | | |

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2007D1752 : PROCES VERBAL DE REMANIEMENT DU 23/05/2001

| Ancienne Désignation | | | | Nouvelle désignation | | | |
|----------------------|-----|-------|------|----------------------|-----|--------------------|-----|
| Commune | Pfx | Sec | Plan | Vol | Lot | Commune | Lot |
| GARGES-LES-GONESSE | | AH 12 | | | | GARGES-LES-GONESSE | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AH 13 | | | | GARGES-LES-GONESSE | |

Complément : C'est à tort et par erreur que ces changements de désignation ont été omis dans la formalité corrigée ce jour.
Suite à ces changements, la copropriété, qui était auparavant cadastrée AH 12 et AH 13, est désormais cadastrée AX 111 et AX 113.
Pour le service : la tâche lier "BED" avait malgré tout été faite dans la formalité initiale.

Disposition n° 2 de la formalité 9504P02 2007D1752 : PROCES VERBAL DE REMANIEMENT DU 23/05/2001

| Ancienne Désignation | | | | Nouvelle désignation | | | |
|----------------------|-----|-------|------|----------------------|-----|--------------------|-----|
| Commune | Pfx | Sec | Plan | Vol | Lot | Commune | Lot |
| GARGES-LES-GONESSE | | AH 17 | | | | GARGES-LES-GONESSE | |
| | | | | | | AX | 118 |

Complément : C'est à tort et par erreur que ce changement de désignation ont été omis dans la formalité corrigée ce jour.
Suite à ce changement, la copropriété, qui était auparavant cadastrée AH 17, est désormais cadastrée AX 118.
Pour le service : la tâche lier "BED" avait malgré tout été faite dans la formalité initiale.

| | | | |
|--|----------------------------|---|-----------------------------|
| N° d'ordre : 7 | Date de dépôt : 19/04/2007 | Référence d'enlissement : 9504P02 2007P2234 | Date de l'acte : 07/03/2007 |
| Nature de l'acte : ATTESTATION APRES DECES | | | |
| Rédacteur : SCP BRUNET / PARIS | | | |

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 07/09/2022

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2007P2234 :

Disposant, Donateur

| Número | Désignation des personnes | Date de naissance ou N° d'identité |
|--------|---------------------------|------------------------------------|
| 5 | TAIBI | 07/01/1945 |

Bénéficiaire, Donataire

| Número | Désignation des personnes | Date de naissance ou N° d'identité |
|--------|---------------------------|------------------------------------|
| 1 | OUKKAL | 25/12/1940 |
| 2 | OUKKAL | 22/08/1968 |
| 3 | OUKKAL | 01/01/1970 |
| 4 | OUKKAL | 18/11/1972 |

Immeubles

| Bénéficiaires | Droits | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
|---------------|--------|--------------------|------------------------|--------|-----|
| 1 | US | GARGES-LES-GONESSE | AO 175 | | |
| 284 | NI | GARGES-LES-GONESSE | AO 175 | | |

DI : Droits Individuels CO : Constructions DO : Dommages EM : Emphytéose NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur-bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TR : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 46.305,00 EUR

Complément : Date du décès : 17/09/2006.
Quotité transmise : 24,50% indivis du bien.
M. OUKKAL (26/12/1940) a opté pour la totalité en usufruit de la succession.

| | | |
|---|----------------------------|---|
| N° d'ordre : 8 | Date de dépôt : 09/11/2007 | Référence de dépôt : 9504P02 2007D13458 |
| Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Sages : 9504P02 Vol 2001P N° 2809 | Rédacteur : / | |

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2007D13458 :

| Ancienne Désignation | Nouvelle désignation |
|----------------------|----------------------|
| Commune | Commune |

| Pfx | Sec | Plan | Vol | Lot |
|-----|-----|------|-----|-----|
| | | | | |

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 07/09/2022

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2007D13458 :

| Ancienne Désignation | Nouvelle désignation | | | |
|----------------------|----------------------|-----|------|-----|
| Commune | Pfx | Sec | Plan | Vol |
| GARGES-LES-GONESSE | | AC | 19 | |

Complément : C'est à tort et par erreur que, lors du PV de remaniement, la parcelle AC 19 a reçu pour nouvelle désignation AC 49, alors qu'il s'agit de AT 49.

| | | | |
|--|----------------------------|--|-----------------------------|
| N° d'ordre : 9 | Date de dépôt : 05/11/2009 | Référence d'enlèvement : 9504P02 2009P4986 | Date de l'acte : 25/09/2009 |
| Naure de l'acte : VENTE | | | |
| Rédacteur : SCP VAN ELSLANDE / SAINT DENIS | | | |

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2009P4986 :

Disposant, Donateur

| Numéro | Désignation des personnes |
|--------|---------------------------|
| 2 | OUKKAL |
| 3 | OUKKAL |
| 4 | OUKKAL |
| 5 | OUKKAL |

Bénéficiaire, Donataire

| Numéro | Désignation des personnes |
|--------|---------------------------|
| 1 | MAHADEVAN |
| 6 | PALACHANDRAN |

| Date de naissance ou N° d'identité |
|------------------------------------|
| 26/12/1940 |
| 23/08/1968 |
| 01/01/1970 |
| 18/11/1972 |

| Date de naissance ou N° d'identité |
|------------------------------------|
| 15/01/1977 |
| 05/06/1981 |

| Inmuebles | Bénéficiaires | Droits | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
|-----------|---------------|--------|--------------------|------------------------|--------|-----|
| | tous | PI | GARGES-LES-GONESSE | AO 175 | | |

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Dominier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 230.000,00 EUR

Complément : Mme OUKKAL (23/08/1968) est née à El Madania au lieu de Alger (justifié par une copie d'acte de naissance).

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIERS DU 01/01/1972 AU 07/09/2022

| | | | |
|--|----------------------------|--|-----------------------------|
| N° d'ordre : 10 | Date de dépôt : 05/11/2009 | Référence d'enlèvement : 9504P02 2009V3131 | Date de l'acte : 25/09/2009 |
| Nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS | | | |
| Rédacteur : SCP VAN ELSLANDE / SAINT DENIS | | | |
| Domicile élu : SAINT DENIS en l'étude | | | |

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2009V3131 :

| | | | |
|--|---------------------------|------------------------------------|------------------------|
| Créanciers | | Date de Naissance ou N° d'identité | |
| Numéro | Désignation des personnes | | |
| | CREDIT FONCIER DE FRANCE | | |
| Débiteurs | | Date de Naissance ou N° d'identité | |
| Numéro | Désignation des personnes | | |
| 1 | MAHADEVAN | 15/01/1977 | |
| 2 | PALACHANDRAN | 05/06/1981 | |
| Immeubles | | | |
| Débiteurs | Droits | Commune | Désignation cadastrale |
| | | GARGES-LES-GONESSE | AO 175 |
| | | | Volume |
| | | | Lot |
| Montant Principal : 230.000,00 EUR Accessoires : 46.000,00 EUR Taux d'intérêt : 5,20 % | | | |
| Date extrême d'exigibilité : 06/09/2039 Date extrême d'effet : 06/09/2040 | | | |

| | | |
|---|----------------------------|--|
| N° d'ordre : 11 | Date de dépôt : 17/09/2010 | Référence de dépôt : 9504P02 2010D9323 |
| Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Sages : 9504P02 Vol 2001P N° 2809 | | |
| Rédacteur : / | | |

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2010D9323 : PROCES VERBAL DE REMANIEMENT DU 23/05/2001

ERREUR DU SERVICE : c'est à tort et par erreur, s'il a été omis d'indiquer, lors du remaniement, que la copropriété qui était cadastrée AM 73, serait désormais cadastrée AO 287.
 Pour le service : les lots n'avaient pas été identifiés et la tâche "Lier Bed" n'avait pas été effectuée.

| | | | |
|---|----------------------------|---|-----------------------------|
| N° d'ordre : 12 | Date de dépôt : 24/10/2016 | Référence d'enlèvement : 9504P02 2016S128 | Date de l'acte : 02/09/2016 |
| Nature de l'acte : COMMANDEMENT VALANT SAISIE | | | |
| Rédacteur : ME LIEURADE huissier / SARCELLES | | | |
| Domicile élu : Me BUISSON avocat à PONTAISE | | | |

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 07/09/2022

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2016S128 :

| Créanciers | | Date de Naissance ou N° d'identité |
|--------------------------------|---------------------------|------------------------------------|
| N° | Désignation des personnes | |
| 1 | CREDIT FONCIER DE FRANCE | |
| Propriétaire Immeuble / Contre | | Date de Naissance ou N° d'identité |
| N° | Désignation des personnes | |
| 1 | MAHADEVAN | 15/01/1977 |
| 2 | PALACHANDRAN | 05/06/1981 |
| Immeubles | | Lot |
| Prop. Imm/Contre Droits | Commune | |
| | GARGES-LES-GONESSE | |
| | Désignation cadastrale | |
| | AO 175 | |
| | Volume | |

| | | | |
|---|----------------------------|---|-----------------------------|
| N° d'ordre : 13 | Date de dépôt : 16/12/2016 | Référence de dépôt : 9504P02 2016D12441 | Date de l'acte : 12/12/2016 |
| Nature de l'acte : ASSIGNATION DU DEBITEUR A COMPARAIRE de la formalité initiale du 24/10/2016 Sages : 9504P02 Vol 2016S N° 128 | | | |
| Rédacteur : ME LIEURADE huissier / SARCHILLES | | | |
| Domicile élu : Me BUISSON avocat à PONTTOISE | | | |

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2016D12441 :

| Propriétaire Immeuble / Contre | | Date de Naissance ou N° d'identité |
|--------------------------------|---------------------------|------------------------------------|
| N° | Désignation des personnes | |
| 1 | MAHADEVAN | 15/01/1977 |
| 2 | PALACHANDRAN | 05/06/1981 |
| Immeubles | | Lot |
| Prop. Imm/Contre Droits | Commune | |
| | GARGES-LES-GONESSE | |
| | Désignation cadastrale | |
| | AO 175 | |
| | Volume | |

Complément : Assignation des débiteurs d'avoir à comparaître devant le TGI de Pontoise à l'audience d'orientation du 26/01/2017.

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 07/09/2022

| | | | |
|---|----------------------------|---|-----------------------------|
| N° d'ordre : 14 | Date de dépôt : 25/03/2019 | Référence d'enlèvement : 9504P02 2019V937 | Date de l'acte : 22/05/2018 |
| Nature de l'acte : HYPOTHEQUE JUDICIAIRE Rédacteur : M COUR D APPEL / VERSAILLES Domicile élu : CERGY PONTOISE en l'étude KIHARI | | | |

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2019V937 :

| | | | |
|--|---|------------------------|------------------------------------|
| Créanciers | | | |
| Numéro | Désignation des personnes | | Date de Naissance ou N° d'identité |
| | LA BANQUE POSTALE DE FINANCEMENT | | |
| Propriétaire Immeuble / Contre | | | |
| Numéro | Désignation des personnes | | Date de Naissance ou N° d'identité |
| 1 | MAHADEVAN | | 15/01/1977 |
| 2 | PALACHANDRAN | | 05/06/1981 |
| Immeubles | | | |
| Prop. Immu/Contre/ Droits | Commune | Désignation cadastrale | Volume |
| | GARGES-LES-GONESSE | AO 175 | |
| Montant Principal : 22.313,55 EUR Date extrême d'effet : 20/03/2029 Complément : Inscription d'une hypothèque judiciaire en vertu de l'article 2412 du code civil. | | | |

| | | | |
|---|----------------------------|--|-----------------------------|
| N° d'ordre : 15 | Date de dépôt : 08/01/2020 | Référence d'enlèvement : 9504P02 2020V75 | Date de l'acte : 07/01/2020 |
| Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE Rédacteur : ADM SIP GARGES LES GONESSE CENTRE / GARGES LES GONESSE Domicile élu : GARGES LES GONESSE au SIP | | | |

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2020V75 :

| | | | |
|-------------------|---------------------------|--|------------------------------------|
| Créanciers | | | |
| Numéro | Désignation des personnes | | Date de Naissance ou N° d'identité |
| | TRESOR PUBLIC | | |

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 07/09/2022

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2020V75 :

| Propriétaire Immeuble / Contre | | Date de Naissance ou N° d'identité |
|--------------------------------|----------------------------------|------------------------------------|
| N° | Désignation des personnes | |
| 1 | MAHADEVAN | 15/01/1977 |
| 2 | PALACHANDRAN | 05/06/1981 |
| Immeubles | | Lot |
| Prop. Imm/Contre | Droits | |
| | Commune GARGES-LES-GONESSE | |
| | Désignation cadastrale AO 175 | |
| | Volume | |

Montant Principal : 16.807 69 EUR
Date extrême d'effet : 07/01/2030

| N° d'ordre : 16 | Date de dépôt : 08/01/2020 | Référence d'enlèvement : 9504P02 2020V79 | Date de l'acte : 07/01/2020 |
|--|----------------------------|--|-----------------------------|
| <p>Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE Rétacteur : ADM SIP GARGES LES GONESSE CENTRE / GARGES LES GONESSE Domicile élu : GARGES LES GONESSE au SIP.</p> | | | |

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2020V79 :

| Crédanciers | | Date de Naissance ou N° d'identité |
|--------------------------------|----------------------------------|------------------------------------|
| N° | Désignation des personnes | |
| | TRESOR PUBLIC | |
| Propriétaire Immeuble / Contre | | Date de Naissance ou N° d'identité |
| N° | Désignation des personnes | |
| 1 | PALACHANDRAN | 05/06/1981 |
| Immeubles | | Lot |
| Prop. Imm/Contre | Droits | |
| | Commune GARGES-LES-GONESSE | |
| | Désignation cadastrale AO 175 | |
| | Volume | |

Montant Principal : 14.849 49 EUR
Date extrême d'effet : 07/01/2030

Complément : Sur les parts et portions.

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 07/09/2022

| | | | |
|---|----------------------------|--|-----------------------------|
| N° d'ordre : 17 | Date de dépôt : 29/06/2020 | Référence d'enlèvement : 9504P02 2020V1660 | Date de l'acte : 29/06/2020 |
| Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE Rédacteur : ADM DDETP 95 RECETTES NON FISCALES / CERGY PONTOISE CEDEX Domicile élu : CERGY PONTOISE au SERVICES DES RECETTES NON FISCALES | | | |

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2020V1660 :

| | | | | |
|---|---------------------------|------------------------|------------------------------------|-----|
| Créanciers | | | | |
| N° | Désignation des personnes | | Date de Naissance ou N° d'identité | |
| 1 | TRESOR PUBLIC | | | |
| Propriétaire Immeuble / Contre | | | | |
| N° | Désignation des personnes | | Date de Naissance ou N° d'identité | |
| 1 | MAHADEVAN | | 15/01/1977 | |
| Immeubles | | | | |
| Prop.Imm/Contre Droits | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
| | GARGES-LES-GONESSE | AO 175 | | |
| Montant Principal : 5 026,76 EUR | | | | |
| Date extrême d'effet : 29/06/2030 | | | | |
| Complément : Sur les parts et portions. | | | | |

| | | | |
|--|----------------------------|---|-----------------------------|
| N° d'ordre : 18 | Date de dépôt : 24/06/2022 | Référence de dépôt : 9504P02 2022D26258 | Date de l'acte : 18/04/2017 |
| Nature de l'acte : JUGEMENT DE DESISTEMENT ET RADIATION DE SAISIE 2016 N° 128 Rédacteur : ADM JEX DU TGI / PONTOISE Domicile élu : Me BUISSON avocat à PONTOISE | | | |

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2022D26258 :

| | | | |
|---------------------------------------|---------------------------|--|------------------------------------|
| Propriétaire Immeuble / Contre | | | |
| N° | Désignation des personnes | | Date de Naissance ou N° d'identité |
| 1 | MAHADEVAN | | 15/01/1977 |
| 2 | PALACHANDRAN | | 05/09/1981 |

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1972 AU 07/09/2022

Disposition n° 1 de la formalité 9504P02 2022D26258 :

| Immeubles | | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
|-----------------|--------|--------------------|------------------------|--------|-----|
| Prop. Imm/Conte | Droits | | | | |
| | | GARGES-LES-GONESSE | AO 175 | | |

Complément : Le juge constate le désistement d'instance du CREDIT FONCIER DE FRANCE , le dessaisissement de la juridiction et l'extinction de l'instance et ordonne la radiation de la saisie.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 14 pages y compris le certifié.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
SAINT-LEU-LA-FORET 2**

131 Rue d'Erment

95328 SAINT-LEU-LA-FORET

Téléphone : 0130406651

Télécopie : 0130406690

Méi : spf.saint-leu-la-foret2@dgfip.finances.gouv.fr



FINANCES PUBLIQUES

**Maitre BUISSON
29 RUE PIERRE BUTIN
CS 80026
95300 PONTOISE**

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fdji pour la délivrance des formalités suivi d'un sommaire des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

Date : 24/10/2022

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 9504P02 2022H90797

PERIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1972 au 21/10/2022

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

| Code | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
|------|--------------------|------------------------|--------|-----|
| 268 | GARGES-LES-GONESSE | AO 175 | | |

FORMALITES PUBLIEES

| | | | |
|----------------|--|---|-----------------------------|
| N° d'ordre : 1 | date de dépôt : 25/05/2001 | références d'enlèvement : 9504P02 2001P2809 | Date de l'acte : 23/05/2001 |
| | nature de l'acte : PROCES-VERBAL DE REMANIEMENT | | |
| N° d'ordre : 2 | date de dépôt : 16/08/2001 | références d'enlèvement : 9504P02 2001D8817 | |
| | nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Sages : 9504P02 Vol 2001P N° 2809 | | |
| N° d'ordre : 3 | date de dépôt : 19/01/2004 | références d'enlèvement : 9504P02 2004D588 | |
| | nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Sages : 9504P02 Vol 2001P N° 2809 | | |
| N° d'ordre : 4 | date de dépôt : 16/07/2004 | références d'enlèvement : 9504P02 2004D7365 | |
| | nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE du 19/01/2004 Sages : 9504P02 Vol 2004D N° 588 de la formalité initiale du 25/05/2001 Sages : 9504P02 Vol 2001P N° 2809 | | |
| N° d'ordre : 5 | date de dépôt : 25/01/2007 | références d'enlèvement : 9504P02 2007D1127 | |
| | nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Sages : 9504P02 Vol 2001P N° 2809 | | |
| N° d'ordre : 6 | date de dépôt : 05/02/2007 | références d'enlèvement : 9504P02 2007D1752 | |
| | nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Sages : 9504P02 Vol 2001P N° 2809 | | |

| | | | |
|-----------------|--|---|-----------------------------|
| N° d'ordre : 7 | date de dépôt : 19/04/2007 | références d'enlissement : 9504P02 2007P2234 | Date de l'acte : 07/03/2007 |
| | nature de l'acte : ATTESTATION APRES DECES | | |
| N° d'ordre : 8 | date de dépôt : 09/11/2007 | références d'enlissement : 9504P02 2007D13458 | |
| | nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Sages : 9504P02 Vol 2001P N° 2809 | | |
| N° d'ordre : 9 | date de dépôt : 05/11/2009 | références d'enlissement : 9504P02 2009P4986 | Date de l'acte : 25/09/2009 |
| | nature de l'acte : VENTE | | |
| N° d'ordre : 10 | date de dépôt : 05/11/2009 | références d'enlissement : 9504P02 2009V3131 | Date de l'acte : 25/09/2009 |
| | nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS | | |
| N° d'ordre : 11 | date de dépôt : 17/09/2010 | références d'enlissement : 9504P02 2010D9323 | |
| | nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Sages : 9504P02 Vol 2001P N° 2809 | | |
| N° d'ordre : 12 | date de dépôt : 24/10/2016 | références d'enlissement : 9504P02 2016S128 | Date de l'acte : 02/09/2016 |
| | nature de l'acte : COMMANDEMENT VALANT SAISIE | | |
| N° d'ordre : 13 | date de dépôt : 16/12/2016 | références d'enlissement : 9504P02 2016D12441 | Date de l'acte : 12/12/2016 |
| | nature de l'acte : ASSIGNATION DU DEBITEUR A COMPARAITRE de la formalité initiale du 24/10/2016 Sages : 9504P02 Vol 2016S N° 128 | | |
| N° d'ordre : 14 | date de dépôt : 25/03/2019 | références d'enlissement : 9504P02 2019V937 | Date de l'acte : 22/05/2018 |
| | nature de l'acte : HYPOTHEQUE JUDICIAIRE | | |
| N° d'ordre : 15 | date de dépôt : 08/01/2020 | références d'enlissement : 9504P02 2020V75 | Date de l'acte : 07/01/2020 |
| | nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE | | |

| | | | | | | |
|-----------------|--------------------|--|----------------------------|--------------------|------------------|------------|
| N° d'ordre : 16 | date de dépôt : | 08/01/2020 | références d'enlissement : | 9504P02 2020V79 | Date de l'acte : | 07/01/2020 |
| | nature de l'acte : | HYPOTHEQUE LEGALE | | | | |
| N° d'ordre : 17 | date de dépôt : | 29/06/2020 | références d'enlissement : | 9504P02 2020V1650 | Date de l'acte : | 29/06/2020 |
| | nature de l'acte : | HYPOTHEQUE LEGALE | | | | |
| N° d'ordre : 18 | date de dépôt : | 24/06/2022 | références d'enlissement : | 9504P02 2022D26259 | Date de l'acte : | 18/04/2017 |
| | nature de l'acte : | JUGEMENT DE DESISTEMENT ET RADIATION DE SAISIE 2016 S 128 de la formalité initiale du 24/10/2016 Sages : 9504P02 Vol 2016S N°128 | | | | |



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE
SAINT-LEU-LA-FORET 2

Demande de renseignements n° 9504P02 2022F2593
déposée le 21/12/2022, par Maître BUISSON

Complémentaire de la demande initiale n° 2022H90797 portant sur les mêmes immeubles.

Réf. dossier : 115011700-PEB/DAN/AGL - SAISIE CFF/MAHADEVAN

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

[x] Il n'existe aucune formalité publiée au fichier immobilier informatisé,

- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :
du 09/11/2022 au 21/12/2022 (date de dépôt de la demande)

[x] Il n'existe qu'1 formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A SAINT-LEU-LA-FORET 2, le 22/12/2022

Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Barbara GUEGAN

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

CERTIFICAT DE DEPOT DU 09/11/2022 AU 21/12/2022

| Date et Numéro de dépôt | Nature et Rédacteur de l'acte | Date de l'acte | Créanciers/Vendeurs/Donateurs/Constituants "Prop.Imm./Contre"/Débiteurs/Acquéreurs/Donataires/Fiduciaires | Numéro d'archivage Provisoire |
|----------------------------|---|----------------|--|----------------------------------|
| 21/12/2022 DS4487 | COMMANDEMENT VALANT SAISIE HUI PLOUCHAR LOUVRES | 07/11/2022 | CREDIT FONCIER DE FRANCE MAHADEVAN / PALACHANDRAN | 9504P02 S00273 |

Le présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 2 pages y compris le certificat.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE**

**SAINT-LEU-LA-FORÊT 2
131 Rue d'Ermon
95328 SAINT LEU LA FORET
Téléphone : 0130406651
Mél. : spl.saint-leu-la-foret2@dgfip.finances.gouv.fr**



FINANCES PUBLIQUES

**Maitre BUISSON
29 RUE PIERRE BUTIN
CS 80026
95300 PONTOISE**

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fidji pour la délivrance des formalités suivi d'un sommaire des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

Date : 22/12/2022

9504P02 2022F2593

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N°

PERIODE DE CERTIFICATION : du 08/09/2022 au 21/12/2022

REFERENCE DE LA REQUISITION COMPLETEE : 9504P02 2022H90797

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

| Code | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
|------|--------------------|------------------------|--------|-----|
| 268 | GARGES-LES-GONESSE | AO 175 | | |

Vente MAHADEVAN
Audience d'Orientation 4 avril 2023

DIRE D'ANNEXION DES DIAGNOSTICS RELATIFS A L'AMIANTE, DES
DIAGNOSTICS DE PERFORMANCE ENERGETIQUE, A L'ELECTRICITE,
RELATIFS A L'ETAT DES RISQUES ET POLLUTIONS, AINSI QU'A L'ETAT
DES NUISANCES SONORES AERIENNES

L'an deux mil vingt-trois et le

par-devant Nous Greffier du TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PONTOISE, a
comparu Maître Paul BUISSON, SELARL BUISSON & ASSOCIES, Avocat
au barreau du Val d'Oise, demeurant 29, rue Pierre Butin - 95300
PONTOISE, poursuivant la vente dont s'agit lequel a dit :

annexer au présent cahier des conditions de vente les diagnostics
relatifs à l'amiante, les diagnostics de performance énergétique, à
l'électricité, relatifs à l'état des risques et pollutions ainsi que l'état des
nuisances sonores aériennes.

dont acte,

Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.



CERTIMMO 78

34, avenue Marcel Perrin
95540 MERY-SUR-OISE
Tél : 01 34 24 97 65
contact@certimmo95.fr

Mr MAHADEVAN

Dossier N° 22-11-2261

Dossier de Diagnostic Technique

Vente



AMIANTE



ÉLECTRICITÉ



DPE



ERP + ENSA



SURFACE HABITABLE



Adresse de l'immeuble
9, rue Jean-Pierre Timbaud
95140 GARGES LES GONESSE

Date d'édition du dossier
18/11/2022
Donneur d'ordre
MAHADEVAN



www.agendadiagnostics.fr

Chaque cabinet est juridiquement et financièrement indépendant.
SAS au capital de 7 624 € - SIRET : 444 221 675 00036 - APE : 7112B



Note de synthèse



Adresse de l'immeuble
9, rue Jean-Pierre Timbaud
95140 GARGES LES GONESSE

Date d'édition du dossier
18/11/2022
Donneur d'ordre
MAHADEVAN

Réf. cadastrale
AO / 175
N° lot
Sans objet

Les renseignements ci-dessous utilisés seuls ne sauraient engager la responsabilité du Cabinet AGENDA, et en aucun cas ne peuvent se substituer aux rapports de diagnostics originaux. La note de synthèse ne dispense pas de la lecture attentive de ces rapports.



AMIANTE

Absence de matériaux et produits contenant de l'amiante

Limite de validité :
Aucune (obligations réglementaires à vérifier)



ÉLECTRICITÉ

Présence d'une ou plusieurs anomalies

Constatations diverses : des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

Limite de validité :
Vente : 17/11/2025
Location : 17/11/2028



DPE

229 kWh/m²/an



229 kWh/m²/an



7 kg CO₂/m²/an

Limite de validité :
17/11/2032



ERP

Présence de risque(s)

Plan de prévention des risques : Aucun – Sismicité : 1 (très faible) – Secteur d'information sur les sols : Non

Limite de validité :
17/05/2023



ENSA

Zone de bruit D

Limite de validité :
Non définie



SURFACE HABITABLE

120,72 m²

Surface des annexes : 33,66 m² / Surface non prise en compte : 23,44 m²

Limite de validité :
À refaire à chaque transaction



PLOMB

Mission non réalisée

Motif : Construction d'après 1949.



GAZ

Mission non réalisée

Motif : Installation gaz alimentée par bouteille gaz tuyaux souples.



www.agendadiagnostics.fr

Chaque cabinet est juridiquement et financièrement indépendant.
SAS au capital de 7 624 € - SIRET : 444 221 675 00036 - APE : 7112B





CERTIMMO 78

34, avenue Marcel Perrin
95540 MERY-SUR-OISE
Tél : 01 34 24 97 65
contact@certimmo95.fr

Mr MAHADEVAN

Dossier N° 22-11-2261 #A

Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante Listes A & B

SCP
Thierry PLOUCHART
Aurore SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Bruel
95380 LOUVRES
Tél : 01 34 72 60 60

DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Adresse : 9, rue Jean-Pierre Timbaud
95140 GARGES LES GONESSE
Référence cadastrale : AO / 175
Lot(s) de copropriété : Sans objet N° étage : Sans objet
Nature de l'immeuble : Maison individuelle
Étendue de la prestation : Parties Privatives
Destination des locaux : Habitation
Date permis de construire : Non communiquée



DÉSIGNATION DU PROPRIÉTAIRE

Propriétaire : Mr MAHADEVAN – 9, rue Jean-Pierre Timbaud 95140 GARGES LES GONESSE

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE REPÉRAGE

Opérateur de repérage : Christian BRONDY
Certification n°C0811 délivrée le 01/07/2017 pour 5 ans par LCC Qualixpert (17 rue Borrel 81100 CASTRES) ☒ Avec mention
Formation à la prévention des risques liés à l'amiante conformément à l'arrêté du 23 février 2012
Cabinet de diagnostics : CERTIMMO 78
34, avenue Marcel Perrin – 95540 MERY-SUR-OISE
N° SIRET : 444 221 675 00036
Compagnie d'assurance : AXA N° de police : 10755853504 Validité : DU 01/01/2022 AU 31/12/2022

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de repérage concerné.



www.agendadiagnostics.fr

Chaque cabinet est juridiquement et financièrement indépendant.
SAS au capital de 7 624 € - SIRET : 444 221 675 00036 - APE : 7112B

SCP
Thierry PLOUCHART
Aurore SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Bruel
95380 LOUVRES
Tél : 01 34 72 60 60



RÉALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : 22-11-2261 #A
Ordre de mission du : 17/11/2022
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.
Accompagnateur(s) : SCP PLOUCHART - BARNIER - SIA - GAUTRON (Huissier), MR MAHADEVAN (Propriétaire)
Document(s) fourni(s) : Aucun
Moyens mis à disposition : Aucun
Laboratoire(s) d'analyses : Sans objet
Commentaires : Néant

CADRE RÉGLEMENTAIRE

- Articles L1334-12-1 à L1334-17 du Code de la Santé Publique : Lutte contre la présence d'amiante
- Articles L271-4 à L271-6 et R271-1 à D271-5 du Code de la Construction et de l'Habitation : Dossier de diagnostic technique
- Article R1334-14 du Code de la Santé Publique : Prévention des risques liés à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Articles R1334-15 à R1334-18 du Code de la Santé Publique : Obligations des propriétaires de tout ou partie d'immeubles bâtis en matière de repérage
- Articles R1334-20 et R1334-21 du Code de la Santé Publique : Établissement des repérages et rapports de repérage
- Articles R1334-23 et R1334-24 du Code de la Santé Publique : Compétences des personnes et des organismes qui effectuent les repérages, les mesures d'empoussièrement et les analyses des matériaux et produits
- Articles R1334-26 à R1334-29-2 du Code de la Santé Publique : Obligations issues des résultats des repérages
- Article R1334-29-7 du Code de la Santé Publique : Constitution et communication des documents et informations relatifs à la présence d'amiante
- Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique : Programmes de repérage de l'amiante
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage

Nota : Sauf indication contraire, l'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU REPÉRAGE

Ce repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés dans l'immeuble bâti et susceptibles de libérer des fibres d'amiante en cas d'agression mécanique résultant de l'usage des locaux (chocs et frottements) ou générée à l'occasion d'opérations d'entretien et de maintenance. Il est basé sur les listes A et B de matériaux et produits mentionnés à l'Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique et ne concerne pas les équipements et matériels (chaudières, par exemple).

Il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant. Ce repérage visuel et non destructif ne peut se substituer à un repérage avant réalisation de travaux ou avant démolition.

CONCLUSION

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport,
il n'a pas été repéré de matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante,
il n'a pas été repéré de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante.

Locaux ou parties de locaux non visités

Néant

Composants ou parties de composants qui n'ont pu être inspectés

Néant

Dossier N° 22-11-2261 #A

Mr MAHADEVAN

SCP
Thierry PLOUCHART
Aurora SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Bruel
95380 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60

2 / 14

DATES DE VISITE ET D'ÉTABLISSEMENT DU RAPPORT

Visite effectuée le 17/11/2022

Rapport rédigé à MERY-SUR-OISE, le 18/11/2022

Opérateur de repérage : Christian BRONDY

Durée de validité : Non définie par la réglementation

Signature de l'opérateur de repérage



Cachet de l'entreprise



CERTIMMO 78

34, avenue Marcel Perrin
95540 MERY-SUR-OISE

Tél : 01 34 24 97 65

SIRET : 444 221 675 00036 - APE : 7112B

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.
Ce repérage, basé sur les listes A et B de matériaux et produits mentionnés à l'Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, peut être utilisé pour la vente du bien, la constitution et la mise à jour du dossier technique amiante (DTA) et du dossier amiante parties privatives (DA-PP).
Attention ! Avant tous travaux ou démolition, ce repérage doit être complété : contactez-nous pour plus d'informations.

CONDITIONS DE RÉALISATION DU REPÉRAGE

Programme de repérage réglementaire

Il s'agit de la liste réglementaire de matériaux et produits devant être inspectés. Il ne s'agit pas des matériaux et produits effectivement repérés. Si de tels composants amiantés ont été repérés, ils figurent ci-après au chapitre « Résultats détaillés du repérage ».

ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : LISTE A

| Composant à sonder ou à vérifier |
|----------------------------------|
| Flocages |
| Calorifugeages |
| Faux plafonds |

ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : LISTE B

| Composant de la construction | Partie du composant |
|--|---|
| 1. Parois verticales intérieures | |
| Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs) | Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu |
| Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres | Enduits projetés, panneaux de cloisons |
| 2. Planchers et plafonds | |
| Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres | Enduits projetés, panneaux collés ou vissés |
| Planchers | Dalles de sol |
| 3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs | |
| Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...) | Conduits, enveloppes de calorifuges |
| Clapets/volets coupe-feu | Clapets, volets, rebouchage |
| Portes coupe-feu | Joint (tresses, bandes) |
| Vide-ordures | Conduits |
| 4. Éléments extérieurs | |
| Toitures | Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux |
| Bardages et façades légères | Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment) |
| Conduits en toiture et façade | Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée |

Thierry PLOUCHART
Aurore SIA

Dossier N° 22-11-2261 #A

Mr MAHADEVAN

Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Bruel
95380 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60

3 / 14

Modes opératoires

Nous tenons à votre disposition nos modes opératoires pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante. Ces modes opératoires décrivent la méthodologie propre à nos interventions. Ils permettent notamment de limiter la propagation de fibres d'amiante lors des sondages et prélèvements.

Conditions d'inaccessibilité

Les éléments cachés (plafonds, murs, sols, ...) par du mobilier, des revêtements de décoration de type synthétique, panneaux, matériaux isolants, cloisons ou tous autres matériaux pouvant masquer des matériaux ou produits contenant de l'amiante, ne peuvent être examinés par manque d'accessibilité.

Les parties d'ouvrage, éléments en amiante inclus dans la structure du bâtiment ainsi que les éléments coffrés ne peuvent être contrôlés, notre mission n'autorisant pas de démontage ni de destruction.

Les prélèvements nécessaires au repérage et entraînant une dégradation des matériaux sont réalisés sous la responsabilité du maître d'ouvrage. Les prélèvements concernant les matériaux ayant une fonction de sécurité (éléments coupe-feu, clapets, joints, ...) ne sont réalisés que s'ils n'entraînent aucune modification de l'efficacité de leur fonction de sécurité.

Constatations diverses

Néant

RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE

Ces résultats sont présentés sous 2 formes :

- « Locaux visités & matériaux et produits repérés » :
 - ▶ Les matériaux et produits repérés sont regroupés par local visité, qu'ils contiennent de l'amiante ou pas ;
 - ▶ Leur identification est réalisée grâce à un numéro unique et une désignation en langage courant ;
- « Matériaux et produits contenant de l'amiante » et « Matériaux et produits ne contenant pas d'amiante » :
 - ▶ Les matériaux et produits repérés sont regroupés selon le fait qu'ils contiennent ou pas de l'amiante, indépendamment du local où ils se trouvent ;
 - ▶ Leur identification est réalisée grâce à un numéro unique (le même que précédemment, ce qui permet de faire le lien entre les 2 types de présentation des résultats) et leur libellé réglementaire (composant / partie du composant) ;
 - ▶ Le critère ayant permis de conclure à la présence ou à l'absence d'amiante y est précisé :
 - Sur décision de l'opérateur : Document consulté (information documentaire sur le matériau ou produit, facture de fourniture et pose du matériau ou produit), Marquage du matériau ou produit, Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, Jugement personnel de l'opérateur (uniquement pour les matériaux et produits de la Liste B) ;
 - Après analyse : Prélèvement d'un échantillon de matériau ou produit et analyse par un laboratoire accrédité.

Enfin, la légende ci-dessous permet d'explicitier la terminologie et les pictogrammes utilisés dans les tableaux de résultats.

Légende des colonnes des tableaux de matériaux et produits repérés

| CARACTÉRISTIQUE | Identifiant | Commentaire |
|---------------------------|---------------------------------|---|
| Élément de construction | N° | Numéro de l'élément de construction permettant de faire le lien entre sa désignation courante et son libellé réglementaire |
| | Désignation | Description courante de l'élément de construction |
| | Composant / Partie du composant | Description selon le programme de repérage réglementaire (cf. 'Conditions de réalisation du repérage') |
| Sondages et prélèvements | | Prélèvement (P1 : référence du prélèvement) Si le pictogramme est rouge, alors le matériau est amiante |
| | | Sondage : le recensement des sondages n'a pas vocation à être exhaustif D1 : référence de la décision opérateur ZPSO : zone présentant des similitudes d'ouvrage (se réfère à un prélèvement ou une décision de l'opérateur sur un matériau ou produit de même nature : ce prélèvement ou cette décision de l'opérateur est l'élément témoin de référence de la ZPSO) Si le pictogramme est rouge, alors le matériau est amiante |
| | | Présence d'amiante |
| | | Prélèvement en attente de résultat d'analyse |
| | ZH | Zone homogène : partie d'une ZPSO ayant les mêmes caractéristiques en matière de protection du matériau ou produit, d'état de dégradation, d'exposition à la circulation d'air et aux chocs et vibrations, d'usage des locaux |
| Paroi | A, B, ..., Z | Murs : le mur A est le mur d'entrée dans la pièce, les lettres suivantes sont affectées aux autres murs en fonction du sens des aiguilles d'une montre |
| | SO | Sol |
| | PL | Plafond |
| État de conservation (EC) | 1, 2 ou 3 | Classification des flocages, calorifugeages et faux plafonds (arrêté du 12/12/2012) : le cas échéant, voir en annexe les grilles d'évaluation |
| Justification | | Indication des éléments qui ont permis de conclure à la présence ou à l'absence d'amiante |
| Préconisation | EP | Évaluation périodique (arrêté du 12/12/2012) |
| | AC1 | Action corrective de 1 ^{er} niveau (arrêté du 12/12/2012) |
| | AC2 | Action corrective de 2 nd niveau (arrêté du 12/12/2012) |
| | EVP | Évaluation périodique dans un délai maximal de trois ans (article R1334-27 du Code de la Santé Publique) |
| | SNE | Surveillance du niveau d'empoussièrement dans l'air (article R1334-27 du Code de la Santé Publique) |
| | TCR | Travaux de confinement ou de retrait dans un délai maximal de trois ans (article R1334-27 du Code de la Santé Publique) |

Locaux visités & matériaux et produits repérés

Les (éventuelles) lignes d'éléments de construction en gras (avec pictogrammes 'a' et prélèvements/sondages en rouge) correspondent à des matériaux ou produits contenant de l'amiante, dont on trouvera le détail dans les rubriques suivantes. Les autres lignes d'éléments de construction correspondent à des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante, dont on trouvera le détail dans les rubriques suivantes, ou n'entrant pas dans le cadre de cette mission.

| LOCAL | Élément de construction | | | Sondages et prélèvements |
|--------------------------------------|-------------------------|---|-------|--------------------------|
| | N° | Désignation | Photo | |
| Maison principale Sous-sol Pièce 1 | 18 | Plafond Plâtre Peinture | | |
| | 19 | Plancher Non accessible Carrelage | | |
| | 20 | Murs Plâtre Toile de verre & peinture (ABCD) | | |
| Maison principale Sous-sol Buanderie | 21 | Plafond Plâtre Peinture | | |
| | 22 | Plancher Non accessible Carrelage | | |
| | 23 | Murs Plâtre Peinture & carrelage mural (ABCD) | | |
| | 24 | Conduit de fluide PVC | | D3 |
| Maison principale Sous-sol Garage | 25 | Plafond Plâtre Peinture | | |
| | 26 | Plancher Non accessible Carrelage | | |
| | 27 | Murs Plâtre Toile de verre & peinture (ABCD) | | |

Dossier N° 22-11-2261 HA


Mr MAHADEVAN

SCP
Thierry PLOUCHART
Aurore SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Brue
95380 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60

5 / 14

| LOCAL | Élément de construction | | | Sondages et prélèvements |
|---|-------------------------|--|-------|--------------------------|
| | N° | Désignation | Photo | |
| Maison principale Sous-sol WC | 28 | Plafond Plâtre Dalles polystyrène | | |
| | 29 | Plancher Non accessible Carrelage | | |
| | 30 | Murs Non accessible Carrelage mural (ABCD) | | |
| | 31 | Conduit de fluide PVC | | D4 |
| Maison principale Sous-sol Pièce 2 | 32 | Plafond Plâtre Peinture | | |
| | 33 | Plancher Non accessible Carrelage | | |
| | 34 | Murs Plâtre Toile de verre & peinture (ABCD) | | |
| Maison principale Sous-sol Escalier | 35 | Plafond Plâtre Peinture | | |
| | 36 | Marches et contre marches Béton Peinture | | |
| | 37 | Murs Plâtre Toile de verre & peinture (ABCD) | | |
| Maison principale RDC Séjour | 1 | Plafond Plâtre Peinture | | |
| | 2 | Plancher Non accessible Carrelage | | |
| | 3 | Murs Plâtre Peinture (ABCD) | | |
| Maison principale RDC Salle à manger | 4 | Plafond Plâtre Peinture | | |
| | 5 | Plancher Non accessible Carrelage | | |
| | 6 | Murs Plâtre Peinture (ABCD) | | |
| Maison principale RDC Dégagement | 7 | Plafond Plâtre Peinture | | |
| | 8 | Plancher Non accessible Carrelage | | |
| | 9 | Murs Plâtre Peinture (ABCD) | | |
| Maison principale RDC WC | 10 | Plafond Plâtre Peinture | | |
| | 11 | Plancher Non accessible Carrelage | | |
| | 12 | Murs Non accessible Carrelage mural (ABCD) | | |
| | 13 | Conduit de fluide PVC | | D1 |
| Maison principale RDC Cuisine | 14 | Plafond Plâtre Peinture | | |
| | 15 | Plancher Non accessible Carrelage | | |
| | 16 | Murs Plâtre Peinture & carrelage mural (ABCD) | | |
| | 17 | Conduit de fluide PVC | | D2 |
| Maison principale RDC Escalier | 38 | Plafond Plâtre Peinture | | |
| | 39 | Marches et contre marches Non accessible Carrelage | | |
| | 40 | Murs Plâtre Peinture (ABCD) | | |
| Maison principale 1er étage Palier | 41 | Plafond Plâtre Peinture | | |
| | 42 | Plancher Non accessible Carrelage | | |
| | 43 | Murs Plâtre Peinture (ABCD) | | |
| Maison principale 1er étage Chambre 1 | 44 | Plafond Plâtre Peinture | | |
| | 45 | Plancher Non accessible Carrelage | | |
| | 46 | Murs Plâtre Peinture (ABCD) | | |
| Maison principale 1er étage Salle d'eau avec wc | 47 | Plafond Plâtre Peinture | | |
| | 48 | Plancher Non accessible Carrelage | | |
| | 49 | Murs Non accessible Carrelage mural (ABCD) | | |
| | 50 | Conduit de fluide PVC | | D5 |
| Maison principale 1er étage Chambre 2 | 51 | Plafond Plâtre Peinture | | |
| | 52 | Plancher Non accessible Carrelage | | |
| | 53 | Murs Plâtre Peinture (ABCD) | | |

SEP
Thierry PLOUICHART
 Aurore SIA
 Cécile GAUTRON
 Commissaires de Justice Associés
 25, rue Paul Brue
 95380 LOUVRES
 Tél. : 01 34 72 60 60

| | | | |
|--|----|--|--|
| Maison principale 1er étage Salle de bains avec wc | 54 | Plafond Plâtre Peinture | |
| | 55 | Plancher Non accessible Carrelage | |
| | 56 | Murs Non accessible Carrelage mural (ABCD) | |
| | 57 | Conduit de fluide PVC | D6  |
| Maison principale 1er étage Chambre 3 | 58 | Plafond Plâtre Peinture | |
| | 59 | Plancher Non accessible Carrelage | |
| | 60 | Murs Plâtre Peinture (ABCD) | |
| Maison principale 1er étage Chambre 4 | 61 | Plafond Plâtre Peinture | |
| | 62 | Plancher Non accessible Carrelage | |
| | 63 | Murs Plâtre Peinture (ABCD) | |
| Maison principale 1er étage Chambre 5 | 64 | Plafond Plâtre Peinture | |
| | 65 | Plancher Non accessible Carrelage | |
| | 66 | Murs Plâtre Peinture (ABCD) | |

Matériaux et produits contenant de l'amiante

Cette rubrique permet de faire le lien entre les matériaux et produits amiantés repérés ci-dessus à la rubrique « Locaux visités & matériaux et produits repérés » et la terminologie réglementaire rappelée à la rubrique « Programme de repérage ». La correspondance s'établit grâce au N° d'élément de construction.

SUR DÉCISION DE L'OPÉRATEUR

Néant

APRÈS ANALYSE

Néant

Matériaux et produits ne contenant pas d'amiante

Cette rubrique permet de faire le lien entre les matériaux et produits non amiantés repérés ci-dessus à la rubrique « Locaux visités & matériaux et produits repérés » et la terminologie réglementaire rappelée à la rubrique « Programme de repérage ». La correspondance s'établit grâce au N° d'élément de construction.

SUR DÉCISION DE L'OPÉRATEUR

| ÉLÉMENT DE CONSTRUCTION | | Localisation | | Décision | | EC | Préco | Photo |
|-------------------------|--------------------------------|--|-------|----------|------|----|-------|-------|
| N° | COMPOSANT / PARTIE | Local | Paroi | ZPSO | Réf. | | | |
| 13 | Conduits de fluides / Conduits | Maison principale RDC WC | | | D1 | | | |
| | | Justification : Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante | | | | | | |
| 17 | Conduits de fluides / Conduits | Maison principale RDC Cuisine | | | D2 | | | |
| | | Justification : Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante | | | | | | |
| 24 | Conduits de fluides / Conduits | Maison principale Sous-sol Buanderie | | | D3 | | | |
| | | Justification : Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante | | | | | | |
| 31 | Conduits de fluides / Conduits | Maison principale Sous-sol WC | | | D4 | | | |
| | | Justification : Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante | | | | | | |
| 50 | Conduits de fluides / Conduits | Maison principale 1er étage Salle d'eau avec wc | | | D5 | | | |
| | | Justification : Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante | | | | | | |

| | | | | |
|----|--------------------------------|---|----|--|
| 57 | Conduits de fluides / Conduits | Maison principale 1er étage Salle de bains avec wc | D6 | |
| | | <u>Justification</u> : Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante | | |

APRÈS ANALYSE

Néant

ANNEXES

Notice d'information

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.




Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre mairie ou votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME directement accessible sur le site Internet www.singe.org.

Rapports précédemment réalisés

Néant

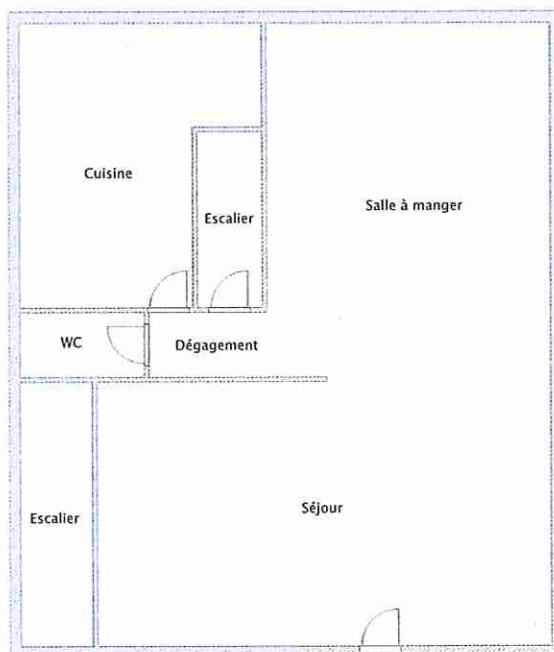
Plans et croquis

- Planche 1/3 : Maison principale - RDC
- Planche 2/3 : Maison principale - 1er étage
- Planche 3/3 : Maison principale - Sous-sol

| Légende | | | | |
|---|------------------|---|--------------------------------------|--|
| | Zone amiantée | | Zone non amiantée | Zone Incertaine, en attente de résultats d'analyse |
|  | Local non visité |  | Investigation approfondie à réaliser |  Emplacement du prélèvement (P) ou du sondage (D ou ZPSO) |

| | | | | |
|---|-------------|----------------|--|--|
| PLANCHE DE REPERAGE USUEL | | | Adresse de l'immeuble : 9, rue Jean-Pierre Timbaud 95140 GARGES LES GONESSE | |
| N° dossier : 22-11-2261 | | | | |
| N° planche : 1/3 | Version : 1 | Type : Croquis | | |
| Origine du plan : Cabinet de diagnostic | | | Bâtiment – Niveau : Maison principale - RDC | |

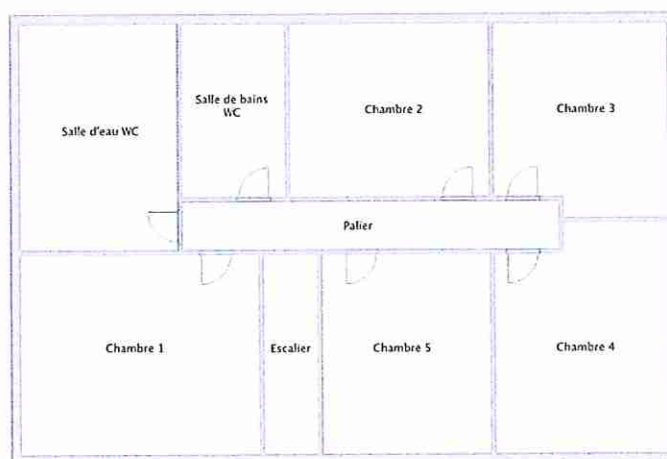
Document sans échelle remis à titre indicatif



SCP
Thierry PLOUCHART
Aurore SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Bruet
95380 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60

| | | | | |
|--|--------------------|-----------------------|---|--|
| PLANCHE DE REPERAGE USUEL | | | Adresse de l'immeuble : 9, rue Jean-Pierre Timbaud 95140 GARGES LES GONESSE | |
| N° dossier : 22-11-2261 | | | | |
| N° planche : 2/3 | Version : 1 | Type : Croquis | | |
| Origine du plan : Cabinet de diagnostic | | | Bâtiment – Niveau : Maison principale - 1er étage | |

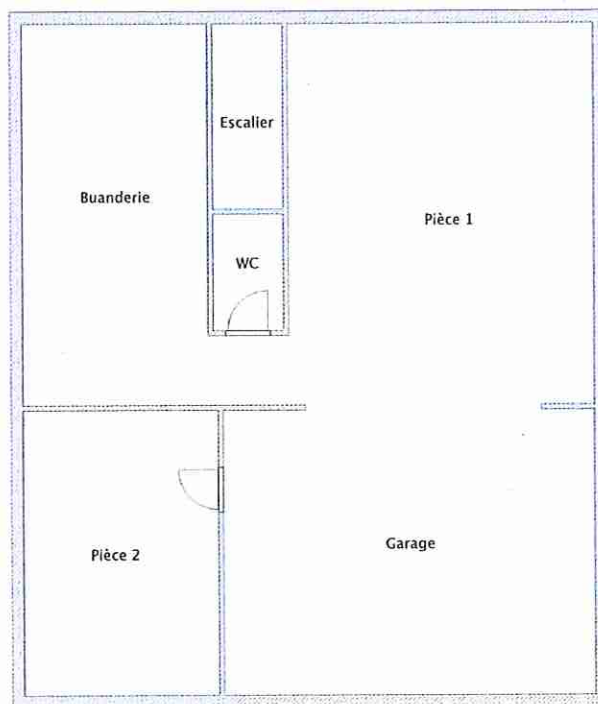
Document sans échelle remis à titre indicatif



SCP
Thierry PLOUCHART
Aurora SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Bruel
95300 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60

| | | | | |
|--|--------------------|-----------------------|---|--|
| PLANCHE DE REPERAGE USUEL | | | Adresse de l'immeuble : 9, rue Jean-Pierre Timbaud 95140 GARGES LES GONESSE | |
| N° dossier : 22-11-2261 | | | | |
| N° planche : 3/3 | Version : 1 | Type : Croquis | | |
| Origine du plan : Cabinet de diagnostic | | | Bâtiment – Niveau : Maison principale - Sous-sol | |

Document sans échelle remis à titre indicatif



SCP
Thierry PLOUCHART
Aurora SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Bruel
95360 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60

Attestation d'assurance

RESPONSABILITE CIVILE ENTREPRISE



ATTESTATION

AXA France IARD, assistée que : CERTAMMO 78
Madame Audrey BUNEL
1615 boulevard Celler
95680 ENGHIEN LES BAINS

Bénéficiaire du contrat n° 10755853504 souscrit par AGENDA France garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités prévues par ce contrat.

Ce contrat a pour objet de :

- Satisfaire aux obligations dictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, relatif aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes ultérieurs ;
- Garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

Sont couvertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'Assuré, personne physique ou que les compétences de ses diagnostiqueurs salariés aient été certifiées par un organisme agréé, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics réalisés :

Repérage listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, repérage liste C, repérage avant travaux immeubles bâtis, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus globalement dans tout type d'ouvrage ou d'équipement de génie civil (Amiante AVEC mention)
Constat de risque d'exposition au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
Repérage de plomb avant travaux
Etat de l'installation intérieure d'électricité, parties privatives et parties communes
Etat de l'installation intérieure de gaz
Diagnostic termite avant vente, parties privatives et parties communes
Repérage de termites avant travaux
Etat passoire - Diagnostic Mérédes
Diagnostic de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
Diagnostic de performance énergétique (DPE) avant et après travaux
Réalisation des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Conseil et étude en rénovation énergétique sans mise en œuvre des préconisations
Réalisation de plans thermiques : thermographie infrarouge
Mesurage IN Carrez
Mesurage surface habitable - Relevé de surfaces
Plans et croquis à l'architecte de toute activité de conception
Faisabilité de notes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
Fiche de renseignements Immeuble PERVA / Buis
Etat des lieux locatif
Constat logement décent
Prêt conventionné - Prêt à taux zéro - Normes d'habitabilité
Détermination de la concentration en plomb dans l'eau des canalisations
Installation de détecteurs de fumée
Diagnostic Métravest
Diagnostic de performance énergétique
Constat sécurité piscine
Attestation d'expansion des formations agréées au phénomène de mouvement de terrain différentiel
Etat des nuisances sonores aériennes (ENSA)
Etat des risques et pollutions (ERP)
Missions de compétence, tant brèves de charges
Assurément Autonome
Assurément Ecotext
Diagnostic accessibilité handicapés
Diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les locaux d'habitation ou recevant du public

Garantie RC Professionnelle : 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance et par Cabinet.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.
Sa validité cesse pour les risques situés à l'étranger des lieux que l'assurance de ces derniers doit être souscrite conformément à la législation locale auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

La présente attestation est valable pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 janvier 2023, sous réserve du paiement de la prime et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Etablie à PARIS LA DEFENSE, le 21 décembre 2021, pour la Société AXA



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 114 015 182 000 €
Siège social : 112, Terrasse de l'Esplanade - 92122 Nanterre Cedex 921 07 400 RCS Nanterre
Représentée légalement par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 077 410
Opérations d'assurances assujetties de TVA - n° 14 722 077 410 - seul pour les garanties portées par AXA Assurance

1/1

SCP
Thierry PLOUCHART
Aurore SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Bruei
95380 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60

Certifications

Certificat N° C0811

Monsieur Christian BRONDY

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur www.qualificationcert.com conformément à l'ordonnance 2005-659 du 8 juin 2005 et au décret 2005-1114 du 05 septembre 2005.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

| | | |
|---|--|---|
| Etat des installations intérieures d'électricité | Certificat valable Du 20/11/2018 au 19/11/2023 | Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat des installations intérieures de gaz | Certificat valable Du 25/08/2018 au 25/08/2023 | Arrêté du 08 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments | Certificat valable Du 18/04/2018 au 17/04/2023 | Arrêté du 19 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'installation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Contrôle de risque d'exposition au plomb | Certificat valable Du 24/04/2018 au 23/04/2023 | Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics ou risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des conduites après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Amiante avec mention | Certificat valable Du 01/07/2017 au 30/06/2022 | Arrêté du 25 juillet 2015 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'entretien visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification. |

Date d'établissement le jeudi 21 juin 2018

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LCC 17, rue Barret - B1100 CASTRES
Société de certification de compétence créée le 10/11/11
SIREN 853 733 05 - N° de RCS 853 733 32
sarl capital 71

www.qualificationcert.com

SCP
Thierry PLOUCHART
Aurore SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Brue
95380 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60

Attestation d'indépendance

« Je soussigné BUNEL Audrey, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »

SAS CERTIMMO

Réseau Agenda
34 Avenue Marcel Perrin
95540 THURY sur OISE
Tél : 01 34 21 91 65 - Fax : 01 30 36 03 17
contact@certimmo95.fr
SIRET : 444 221 675 00035 - APE : 7112 B

DPE diagnostic de performance énergétique (logement)

n° : 2295E2736368Q
établi le : 18/11/2022
valable jusqu'au : 17/11/2032

Ce document vous permet de savoir si votre logement est économe en énergie et préserve le climat. Il vous donne également des pistes pour améliorer ses performances et réduire vos factures. Pour en savoir plus : www.ecologie.gouv.fr



adresse : 9, rue Jean-Pierre Timbaud 95140 GARGES LES GONESSE

type de bien : maison individuelle

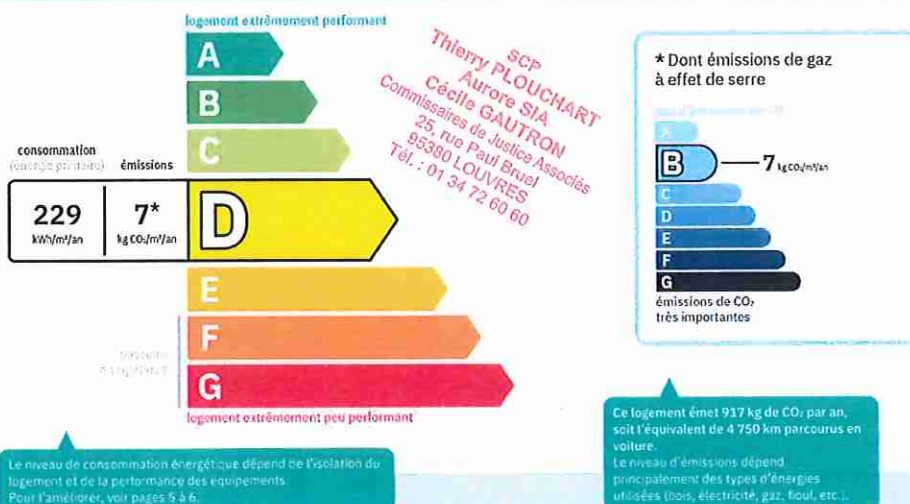
année de construction : 1948 - 1974

surface habitable : 120,72 m² véranda chauffée : 0,00 m² total : 120,72 m²

propriétaire : MAHADEVAN

adresse : 9, rue Jean-Pierre Timbaud 95140 GARGES LES GONESSE

Performance énergétique et climatique



Estimation des coûts annuels d'énergie du logement

Les coûts sont estimés en fonction des caractéristiques de votre logement et pour une utilisation standard sur 5 usages (chauffage, eau chaude sanitaire, climatisation, éclairage, auxiliaires). Voir page 3 les détails par poste.



entre 1 680 € et 2 310 € par an

Prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021 (abonnements compris).

Comment réduire ma facture d'énergie ?
voir page 3

INFORMATIONS DIAGNOSTIQUEUR

CERTIMMO 78

34, avenue Marcel Perrin 95540 MERY-SUR-OISE

diagnostiqueur : Stéphane ARCA

tél : 01 34 24 97 65

email : contact@certimmo95.fr

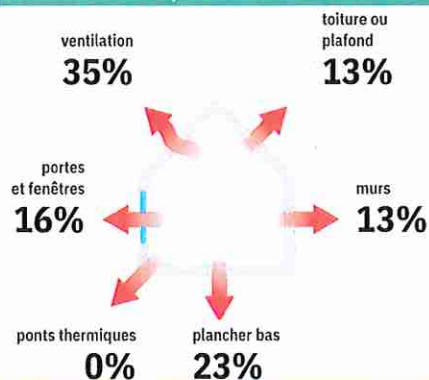
n° de certification : C0121

organisme de certification : LCC Qualixpert



SCP
Thierry PLOUCHART
Aurore SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Bruel
95380 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60

Schéma des déperditions de chaleur



Performance de l'isolation

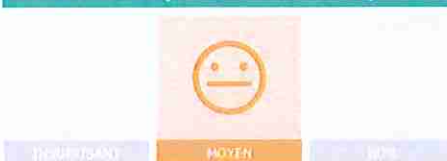


Système de ventilation en place



Ventilation par ouverture des fenêtres

Confort d'été (hors climatisation) *



Les caractéristiques de votre logement améliorant le confort d'été :



toiture isolée



Fenêtres équipées de volets extérieurs ou brise-soleil



logement traversant

Production d'énergies renouvelables

Ce logement n'est pas encore équipé de systèmes de production d'énergies renouvelables

D'autres solutions d'énergies renouvelables existent :



pompe à chaleur



chauffe-eau thermodynamique



panneaux solaires photovoltaïques



panneaux solaires thermiques



chauffage au bois



réseaux de chaleur vertueux



géothermie









* Le niveau de confort d'été présenté ici s'appuie uniquement sur les caractéristiques de votre logement (la localisation n'est pas prise en compte).

Dossier N° 22-11-2261 #D

SCP
Thierry PLOUCHART
Aurora SIA
Cécile GAUTRON
 Commissaires de Justice Associés
 25, rue Paul Bruel
 95380 LOUVRES
 Tél. : 01 34 72 60 60

2 / 15

Montants et consommations annuels d'énergie

| usage | | consommation d'énergie (en kWh énergie primaire) | frais annuels d'énergie (fourchette d'estimation*) | répartition des dépenses |
|---|--|---|---|----------------------------|
|  chauffage |  électrique | 21 567 (9 377 é.f.) | entre 1 310 € et 1 790 € | <div><div></div></div> 78% |
|  eau chaude sanitaire |  électrique | 5 672 (2 466 é.f.) | entre 340 € et 470 € | <div><div></div></div> 20% |
|  refroidissement | | 0 (0 é.f.) | 0 € | <div><div></div></div> 0% |
|  éclairage |  électrique | 525 (228 é.f.) | entre 30 € et 50 € | <div><div></div></div> 2% |
|  auxiliaires | | 0 (0 é.f.) | 0 € | <div><div></div></div> 0% |
| énergie totale pour les usages recensés | | 27 764 kWh (12 071 kWh é.f.) | entre 1 680 € et 2 310 € par an | |

Pour rester dans cette fourchette d'estimation, voir les recommandations d'usage ci-dessous.

Conventionnellement, ces chiffres sont donnés pour une température de chauffage de 19° réduite à 16°C la nuit ou en cas d'absence du domicile, une climatisation réglée à 28° (si présence de climatisation), et une consommation d'eau chaude de 119l par jour.

é.f. → énergie finale

* Prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021 (abonnements compris)

▲ Seules les consommations d'énergie nécessaires au chauffage, à la climatisation, à la production d'eau chaude sanitaire, à l'éclairage et aux auxiliaires (ventilateurs, pompes) sont prises en compte dans cette estimation. Les consommations liées aux autres usages (électroménager, appareils électroniques...) ne sont pas comptabilisées.

▲ Les factures réelles dépendront de nombreux facteurs : prix des énergies, météo de l'année (hiver froid ou doux...), nombre de personnes dans le logement et habitudes de vie, entretien des équipements...

Recommandations d'usage pour votre logement

Quelques gestes simples pour maîtriser votre facture d'énergie :



Température recommandée en hiver → 19°C

Chauffer à 19°C plutôt que 21°C,
c'est -20% sur votre facture **soit -394€ par an**

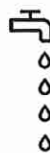
astuces (plus facile si le logement dispose de solutions de pilotage efficaces)

- Diminuez le chauffage quand vous n'êtes pas là.
- Chauffez les chambres à 17°C la nuit.

Si climatisation,
température recommandée en été → 28°C

astuces

- Fermez les fenêtres et volets la journée quand il fait chaud.
- Aérez votre logement la nuit.

Consommation recommandée → 119l/jour
d'eau chaude à 40°C

49l consommés en moins par jour,
c'est -20% sur votre facture **soit -102€ par an**

Estimation faite par rapport à la surface de votre logement
(2-3 personnes). Une douche de 5 minutes = environ 40l.

astuces

- Installez des mousseurs d'eau sur les robinets et un pommeau à faible débit sur la douche.
- Réduisez la durée des douches.



En savoir plus sur les bons réflexes d'économie d'énergie :
www.faire.gouv.fr/reduire-ses-factures-energie





Dossier N° 22-11-2261 #0

SCP
Thierry PLOUCHART
Aurore SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Bruel
95380 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60






3 / 15

Voir en annexe le descriptif détaillé du logement et de ses équipements

Vue d'ensemble du logement






| | description | isolation |
|--|---|--------------|
|  murs | Inconnu (à structure lourde) avec un doublage rapporté avec isolation intérieure et extérieure (8 cm) donnant sur l'extérieur | bonne |
|  plancher bas | Dalle béton donnant sur un terre-plein | insuffisante |
|  toiture/plafond | Plafond entre solives bois avec ou sans remplissage donnant sur l'extérieur (combles aménagés) avec isolation intérieure | insuffisante |
|  portes et fenêtres | Portes-fenêtres battantes avec soubassement pvc, double vitrage Fenêtres battantes pvc, double vitrage Porte(s) pvc avec double vitrage | très bonne |

Vue d'ensemble des équipements

| | description |
|--|--|
|  chauffage | Radiateur électrique NFC, NF** et NF*** (système individuel) |
|  eau chaude sanitaire | Ballon électrique à accumulation vertical (catégorie B ou 2 étoiles), contenance ballon 300 L |
|  climatisation | Sans objet |
|  ventilation | Ventilation par ouverture des fenêtres Ventilation mécanique ponctuelle dans la salle de bain |
|  pilotage | Sans système d'intermittence |

Recommandations de gestion et d'entretien des équipements

Pour maîtriser vos consommations d'énergie, la bonne gestion et l'entretien régulier des équipements de votre logement sont essentiels.

| | type d'entretien |
|---|--|
|  Chauffe-eau | Vérifier la température d'eau du ballon (55°C-60°C) pour éviter le risque de développement de la légionnelle (en dessous de 50°C). |
|  Éclairage | Eteindre les lumières lorsque personne n'utilise la pièce. |
|  Isolation | Faire vérifier les isolants et les compléter tous les 20 ans. |
|  Radiateur | Ne jamais placer un meuble devant un émetteur de chaleur. |
|  Ventilation | Veiller à ouvrir les fenêtres de chaque pièce très régulièrement |

Recommandations d'amélioration de la performance



Des travaux peuvent vous permettre d'améliorer significativement l'efficacité énergétique de votre logement et ainsi de faire des économies d'énergie, d'améliorer son confort, de le valoriser et de le rendre plus écologique. Le pack de travaux vous permet de réaliser les travaux prioritaires, et le pack d'aller vers un logement très performant.



Si vous en avez la possibilité, il est plus efficace et rentable de procéder à une rénovation globale de votre logement (voir packs de travaux + ci-dessous). La rénovation performante par étapes est aussi une alternative possible (réalisation du pack avant le pack). Faites-vous accompagner par un professionnel compétent (bureau d'études, architecte, entreprise générale de travaux, groupement d'artisans...) pour préciser votre projet et coordonner vos travaux.

1

Les travaux essentiels

montant estimé : 11 500 à 17 200 €

| lot | description | performance recommandée |
|----------------------|--|--|
| toiture et combles | Isolation des plafonds par l'extérieur. | $R > 7,5 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$ |
| plancher bas | Isolation des planchers sous chape flottante. Avant d'isoler un plancher, vérifier qu'il ne présente aucune trace d'humidité. | $R > 3,5 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$ |
| chauffage | Remplacer le système de chauffage par une pompe à chaleur air/air non réversible (la climatisation n'est pas considérée, en cas de mise en place votre étiquette énergie augmentera sensiblement). | SCOP = 4 |
| eau chaude sanitaire | Remplacer le système actuel par un appareil de type pompe à chaleur. | COP = 3 |

2

Les travaux à envisager

montant estimé : 5 500 à 8 300 €

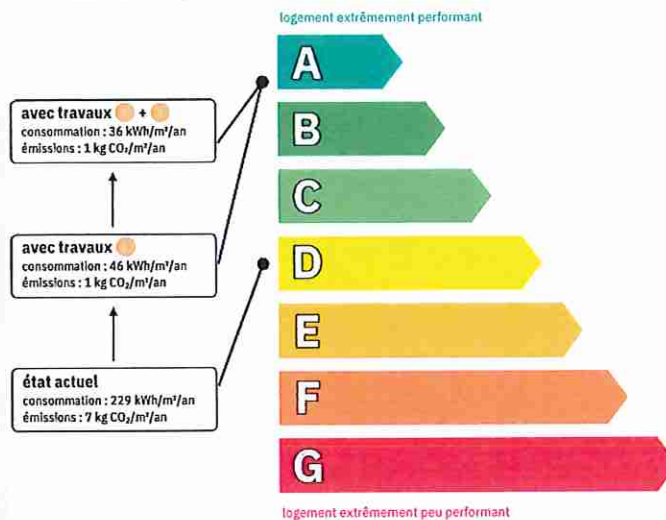
| lot | description | performance recommandée |
|----------------------|--|--|
| portes et fenêtres | Remplacer les portes par des menuiseries plus performantes. Travaux pouvant nécessiter une autorisation d'urbanisme | $U_w = 1,3 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}$ |
| plancher bas | Isolation des planchers en sous face. | $R > 3,5 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$ |
| eau chaude sanitaire | Mettre en place un système Solaire | |

Commentaires :

Sans objet

Recommandations d'amélioration de la performance (suite)

Évolution de la performance après travaux



Préparez votre projet !

Contactez le conseiller FAIRE le plus proche de chez vous, pour des conseils gratuits et indépendants sur vos choix de travaux et d'artisans :

www.faire.gouv.fr/trouver-un-conseiller

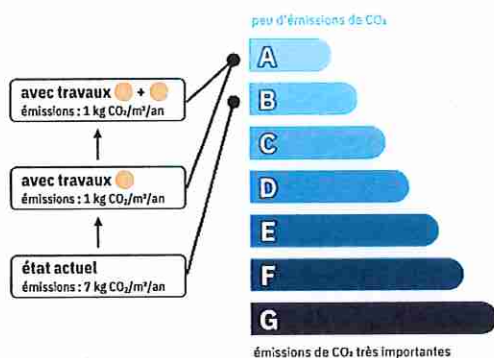
ou 0898 800 700 (prix d'un appel local)

Vous pouvez bénéficier d'aides, de primes et de subventions pour vos travaux :

www.faire.gouv.fr/aides-de-financement



Dont émissions de gaz à effet de serre



Pour répondre à l'urgence climatique et environnementale, la France s'est fixée pour objectif d'ici 2050 de rénover l'ensemble des logements à un haut niveau de performance énergétique.

À court terme, la priorité est donnée à la suppression des énergies fortement émettrices de gaz à effet de serre (fioul, charbon) et à l'éradication des « passoires énergétiques » d'ici 2028.

Fiche technique du logement

Cette fiche liste les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur pour obtenir les résultats présentés dans ce document. En cas de problème, contactez la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (diagnostiqueurs.din.developpement-durable.gouv.fr).

Référence du logiciel validé : LICIÉL Diagnostics v4 [Moteur TribuEnergie: 1.4.25] Justificatifs fournis pour établir le DPE :
 Référence du DPE : Dossier N° 22-11-2261 #D Aucun
 Méthode de calcul : 3CL-DPE 2021
 Date de visite du bien : 17/11/2022
 Invariant fiscal du logement : Non communiqué
 Référence de la parcelle cadastrale : AO / 175



Explications personnalisées sur les éléments pouvant amener à des différences entre les consommations estimées et les consommations réelles :

Les consommations de ce DPE sont calculées pour des conditions d'usage fixées (on considère que les occupants les utilisent suivant des conditions standard), et pour des conditions climatiques moyennes du lieu. Il peut donc apparaître des divergences importantes entre les factures d'énergie que vous payez et la consommation conventionnelle pour plusieurs raisons : suivant la rigueur de l'hiver ou le comportement réellement constaté des occupants, qui peuvent s'écarter fortement de celui choisi dans les conditions standard et également les frais d'énergie qui font intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. Ce DPE utilise des valeurs qui reflètent les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national et donc peut s'écarter du prix de votre abonnement. De plus, ce DPE a été réalisé selon une modélisation 3CL (définie par arrêté) qui est sujette à des modifications dans le temps qui peuvent également faire évoluer les résultats.

généralités

| donnée d'entrée | origine de la donnée | valeur renseignée |
|-------------------------------|----------------------|---------------------|
| Département | mesurée ou observée | 95 Val d'Oise |
| Altitude | donnée en ligne | 0 m |
| Type de bien | mesurée ou observée | Maison Individuelle |
| Année de construction | estimée | 1948 - 1974 |
| Surface habitable du logement | mesurée ou observée | 120,72 m² |
| Nombre de niveaux du logement | mesurée ou observée | 1 |
| Hauteur moyenne sous plafond | mesurée ou observée | 2,5 m |

enveloppe

| donnée d'entrée | origine de la donnée | valeur renseignée |
|-----------------|------------------------------------|--|
| Mur 1 Nord | Surface du mur | mesurée ou observée 24,52 m² |
| | Type de local adjacent | mesurée ou observée l'extérieur |
| | Matériau mur | mesurée ou observée Inconnu (à structure lourde) |
| | Isolation | mesurée ou observée oui |
| | Épaisseur isolant | mesurée ou observée 8 cm |
| | Doublage rapporté avec lame d'air | mesurée ou observée moins de 15mm ou inconnu |
| | U _{mur0} (paroi inconnue) | valeur par défaut 2,5 W/m².K |
| Mur 2 Sud | Surface du mur | mesurée ou observée 22,49 m² |
| | Type de local adjacent | mesurée ou observée l'extérieur |
| | Matériau mur | mesurée ou observée Inconnu (à structure lourde) |
| | Isolation | mesurée ou observée oui |
| | Épaisseur isolant | mesurée ou observée 8 cm |
| | Doublage rapporté avec lame d'air | mesurée ou observée moins de 15mm ou inconnu |
| | U _{mur0} (paroi inconnue) | valeur par défaut 2,5 W/m².K |
| Mur 3 Est | Surface du mur | mesurée ou observée 17,26 m² |
| | Type de local adjacent | mesurée ou observée l'extérieur |
| | Matériau mur | mesurée ou observée Inconnu (à structure lourde) |
| | Isolation | mesurée ou observée oui |

Dossier N° 22-11-2261 #D

SEP
 Thierry PLOUCHART
 Aurora SIA
 Cécile GAUTRON
 Commissaires de Justice Associés
 25, rue Paul Bruei
 95380 LOUVRES
 Tél. : 01 34 72 60 67

7 / 15

enveloppe

| donnée d'entrée | origine de la donnée | valeur renseignée |
|-----------------|--|---|
| Mur 4 Ouest | Epaisseur isolant | mesurée ou observée 8 cm |
| | Doublage rapporté avec lame d'air | mesurée ou observée moins de 15mm ou inconnu |
| | U _{mur0} (paroi inconnue) | ✗ valeur par défaut 2,5 W/m².K |
| | Surface du mur | mesurée ou observée 17,26 m² |
| Mur 4 Ouest | Type de local adjacent | mesurée ou observée l'extérieur |
| | Matériau mur | mesurée ou observée Inconnu (à structure lourde) |
| | Isolation | mesurée ou observée oui |
| | Epaisseur isolant | mesurée ou observée 8 cm |
| | Doublage rapporté avec lame d'air | mesurée ou observée moins de 15mm ou inconnu |
| | U _{mur0} (paroi inconnue) | ✗ valeur par défaut 2,5 W/m².K |
| | Surface de plancher bas | mesurée ou observée 66,88 m² |
| | Type de local adjacent | mesurée ou observée un terre-plein |
| Plancher 1 | Etat isolation des parois Aue | mesurée ou observée non isolé |
| | Périmètre plancher bâtiment déperditif | mesurée ou observée 33,25 m |
| | Surface plancher bâtiment déperditif | mesurée ou observée 66,8825 m² |
| | Type de pb | mesurée ou observée Dalle béton |
| | Isolation : oui / non / inconnue | mesurée ou observée inconnue |
| | Année de construction/rénovation | ✗ valeur par défaut 1948 - 1974 |
| | Surface de plancher bas | mesurée ou observée 23,28 m² |
| | Type de local adjacent | mesurée ou observée l'extérieur |
| Plancher 2 | Type de pb | mesurée ou observée Dalle béton |
| | Isolation : oui / non / inconnue | mesurée ou observée oui (observation indirecte) |
| | Année isolation | ✗ valeur par défaut 1948 - 1974 |
| | Surface de plancher haut | mesurée ou observée 66,88 m² |
| Plafond | Type de local adjacent | mesurée ou observée l'extérieur (combles aménagés) |
| | Type de ph | mesurée ou observée Plafond entre solives bois avec ou sans remplissage |
| | Isolation | mesurée ou observée oui (observation indirecte) |
| | Année isolation | ✗ valeur par défaut 1948 - 1974 |
| | Surface de baies | mesurée ou observée 2,54 m² |
| Fenêtre 1 Nord | Placement | mesurée ou observée Mur 1 Nord |
| | Orientation des baies | mesurée ou observée Nord |
| | Inclinaison vitrage | mesurée ou observée vertical |
| | Type ouverture | mesurée ou observée Fenêtres battantes |
| | Type menuiserie | mesurée ou observée PVC |
| | Type de vitrage | mesurée ou observée double vitrage |
| | Epaisseur lame air | mesurée ou observée 16 mm |
| | Présence couche peu émissive | mesurée ou observée non |
| | Gaz de remplissage | mesurée ou observée Argon / Krypton |
| | Positionnement de la menuiserie | mesurée ou observée au nu intérieur |
| | Retour isolation autour menuiserie | mesurée ou observée oui |
| | Largeur du dormant menuiserie | mesurée ou observée Lp: 5 cm |
| | Type volets | mesurée ou observée Volets roulants aluminium |
| | Type de masques proches | mesurée ou observée Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains | mesurée ou observée Absence de masque lointain |
| | Surface de baies | mesurée ou observée 0,34 m² |
| | Placement | mesurée ou observée Mur 1 Nord |
| Fenêtre 2 Nord | | |

Dossier N° 22-11-2261 #D

SCP
Thierry PLOUCHART
Aurore SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Bruel
95380 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60

| enveloppe | | | |
|----------------------|------------------------------------|-----------------------|---|
| donnée d'entrée | origine de la donnée | mesurée ou observée | valeur renseignée |
| | Orientation des baies | ☞ mesurée ou observée | Nord |
| | Inclinaison vitrage | ☞ mesurée ou observée | vertical |
| | Type ouverture | ☞ mesurée ou observée | Fenêtres battantes |
| | Type menuiserie | ☞ mesurée ou observée | PVC |
| | Type de vitrage | ☞ mesurée ou observée | double vitrage |
| | Épaisseur lame air | ☞ mesurée ou observée | 16 mm |
| | Présence couche peu émissive | ☞ mesurée ou observée | non |
| | Gaz de remplissage | ☞ mesurée ou observée | Argon / Krypton |
| | Positionnement de la menuiserie | ☞ mesurée ou observée | au nu intérieur |
| | Retour isolation autour menuiserie | ☞ mesurée ou observée | oui |
| | Largeur du dormant menuiserie | ☞ mesurée ou observée | Lp: 5 cm |
| | Type de masques proches | ☞ mesurée ou observée | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains | ☞ mesurée ou observée | Absence de masque lointain |
| Fenêtre 3 Sud | Surface de baies | ☞ mesurée ou observée | 4,71 m² |
| | Placement | ☞ mesurée ou observée | Mur 2 Sud |
| | Orientation des baies | ☞ mesurée ou observée | Sud |
| | Inclinaison vitrage | ☞ mesurée ou observée | vertical |
| | Type ouverture | ☞ mesurée ou observée | Fenêtres battantes |
| | Type menuiserie | ☞ mesurée ou observée | PVC |
| | Type de vitrage | ☞ mesurée ou observée | double vitrage |
| | Épaisseur lame air | ☞ mesurée ou observée | 16 mm |
| | Présence couche peu émissive | ☞ mesurée ou observée | non |
| | Gaz de remplissage | ☞ mesurée ou observée | Argon / Krypton |
| | Positionnement de la menuiserie | ☞ mesurée ou observée | au nu intérieur |
| | Retour isolation autour menuiserie | ☞ mesurée ou observée | oui |
| | Largeur du dormant menuiserie | ☞ mesurée ou observée | Lp: 5 cm |
| | Type volets | ☞ mesurée ou observée | Volets roulants aluminium |
| Porte-fenêtre 1 Nord | Type de masques proches | ☞ mesurée ou observée | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains | ☞ mesurée ou observée | Absence de masque lointain |
| | Surface de baies | ☞ mesurée ou observée | 3,12 m² |
| | Placement | ☞ mesurée ou observée | Mur 1 Nord |
| | Orientation des baies | ☞ mesurée ou observée | Nord |
| | Inclinaison vitrage | ☞ mesurée ou observée | vertical |
| | Type ouverture | ☞ mesurée ou observée | Portes-fenêtres battantes avec soubassement |
| | Type menuiserie | ☞ mesurée ou observée | PVC |
| | Type de vitrage | ☞ mesurée ou observée | double vitrage |
| | Épaisseur lame air | ☞ mesurée ou observée | 16 mm |
| | Présence couche peu émissive | ☞ mesurée ou observée | non |
| | Gaz de remplissage | ☞ mesurée ou observée | Argon / Krypton |
| | Positionnement de la menuiserie | ☞ mesurée ou observée | au nu intérieur |
| | Retour isolation autour menuiserie | ☞ mesurée ou observée | oui |
| Porte-fenêtre 2 Nord | Largeur du dormant menuiserie | ☞ mesurée ou observée | Lp: 5 cm |
| | Type volets | ☞ mesurée ou observée | Volets roulants aluminium |
| | Type de masques proches | ☞ mesurée ou observée | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains | ☞ mesurée ou observée | Absence de masque lointain |
| Porte-fenêtre 2 Nord | Surface de baies | ☞ mesurée ou observée | 1,85 m² |

Dossier N° 22-11-2261 #D

SCP
Thierry PLOUCHART
Aurore SIA
Cécile GAUTRON
 Commissaires de Justice Associés
 25, rue Paul Brue
 95380 LOUVRES
 Tél. : 01 34 72 60 67

9 / 15

enveloppe

| donnée d'entrée | origine de la donnée | valeur renseignée |
|----------------------------|------------------------------------|---|
| | Placement | Mur 1 Nord |
| | Orientation des bales | Nord |
| | Inclinaison vitrage | vertical |
| | Type ouverture | Portes-fenêtres battantes avec soubassement |
| | Type menuiserie | PVC |
| | Type de vitrage | double vitrage |
| | Epaisseur lame air | 16 mm |
| | Présence couche peu émissive | non |
| | Gaz de remplissage | Argon / Krypton |
| | Positionnement de la menuiserie | au nu intérieur |
| | Retour isolation autour menuiserie | oui |
| | Largeur du dormant menuiserie | Lp: 5 cm |
| | Type volets | Volets roulants aluminium |
| | Type de masques proches | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains | Absence de masque lointain |
| Porte-fenêtre 3 Sud | Surface de bales | 3,12 m² |
| | Placement | Mur 2 Sud |
| | Orientation des bales | Sud |
| | Inclinaison vitrage | vertical |
| | Type ouverture | Portes-fenêtres battantes avec soubassement |
| | Type menuiserie | PVC |
| | Type de vitrage | double vitrage |
| | Epaisseur lame air | 16 mm |
| | Présence couche peu émissive | non |
| | Gaz de remplissage | Argon / Krypton |
| | Positionnement de la menuiserie | au nu intérieur |
| | Retour isolation autour menuiserie | oui |
| | Largeur du dormant menuiserie | Lp: 5 cm |
| | Type volets | Volets roulants aluminium |
| | Type de masques proches | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains | Absence de masque lointain |
| Porte | Surface de porte | 2,05 m² |
| | Placement | Mur 2 Sud |
| | Type de local adjacent | l'extérieur |
| | Nature de la menuiserie | Porte simple en PVC |
| | Type de porte | Porte avec double vitrage |
| | Présence de joints d'étanchéité | non |
| | Positionnement de la menuiserie | au nu intérieur |
| Pont Thermique 1 (négligé) | Largeur du dormant menuiserie | Lp: 5 cm |
| | Type de pont thermique | Mur 1 Nord / Porte-fenêtre 1 Nord |
| | Type isolation | ITIE |
| | Longueur du PT | 4,7 m |
| | Largeur du dormant menuiserie Lp | Lp: 5 cm |
| Pont Thermique 2 | Retour isolation autour menuiserie | oui |
| | Position menuiseries | au nu intérieur |
| | Type de pont thermique | Mur 1 Nord / Porte-fenêtre 2 Nord |

Dossier N° 22-11-2261 #D

SCP
Thierry PLOUCHART
Aurèle SIA
Cécile GAUTRON
 Commissaires de Justice Associés
 25, rue Paul Bruei
 95380 LOUVRES
 Tél. : 01 34 72 60 60

enveloppe

| donnée d'entrée | origine de la donnée | valeur renseignée |
|-----------------------------|------------------------------------|---------------------|
| (négligé) | Type isolation | mesurée ou observée |
| | Longueur du PT | mesurée ou observée |
| | Largeur du dormant menuiserie Lp | mesurée ou observée |
| | Retour isolation autour menuiserie | mesurée ou observée |
| | Position menuiseries | mesurée ou observée |
| Pont Thermique 3 (négligé) | Type de pont thermique | mesurée ou observée |
| | Type isolation | mesurée ou observée |
| | Longueur du PT | mesurée ou observée |
| | Largeur du dormant menuiserie Lp | mesurée ou observée |
| | Retour isolation autour menuiserie | mesurée ou observée |
| Pont Thermique 4 (négligé) | Type de pont thermique | mesurée ou observée |
| | Type isolation | mesurée ou observée |
| | Longueur du PT | mesurée ou observée |
| | Largeur du dormant menuiserie Lp | mesurée ou observée |
| | Retour isolation autour menuiserie | mesurée ou observée |
| Pont Thermique 5 (négligé) | Type de pont thermique | mesurée ou observée |
| | Type isolation | mesurée ou observée |
| | Longueur du PT | mesurée ou observée |
| | Largeur du dormant menuiserie Lp | mesurée ou observée |
| | Retour isolation autour menuiserie | mesurée ou observée |
| Pont Thermique 6 (négligé) | Type de pont thermique | mesurée ou observée |
| | Type isolation | mesurée ou observée |
| | Longueur du PT | mesurée ou observée |
| | Largeur du dormant menuiserie Lp | mesurée ou observée |
| | Position menuiseries | mesurée ou observée |
| Pont Thermique 7 (négligé) | Type de pont thermique | mesurée ou observée |
| | Type isolation | mesurée ou observée |
| | Longueur du PT | mesurée ou observée |
| | Largeur du dormant menuiserie Lp | mesurée ou observée |
| | Retour isolation autour menuiserie | mesurée ou observée |
| Pont Thermique 8 (négligé) | Type PT | mesurée ou observée |
| | Type isolation | mesurée ou observée |
| | Longueur du PT | mesurée ou observée |
| Pont Thermique 9 (négligé) | Type PT | mesurée ou observée |
| | Type isolation | mesurée ou observée |
| | Longueur du PT | mesurée ou observée |
| Pont Thermique 10 (négligé) | Type PT | mesurée ou observée |
| | Type isolation | mesurée ou observée |
| | Longueur du PT | mesurée ou observée |
| Pont Thermique 11 (négligé) | Type PT | mesurée ou observée |
| | Type isolation | mesurée ou observée |
| | Longueur du PT | mesurée ou observée |

Dossier N° 22-11-2261 #D

SCP
Thierry PLOUCHART
Aurora SIA
Cécile GAUTRON
 Commissaires de Justice Associés
 25, rue Paul Bruel
 95380 LOUVRES
 Tél. : 01 34 72 60 60

11 / 15

équipements

| donnée d'entrée | origine de la donnée | valeur renseignée |
|-----------------|----------------------------------|---------------------|
| Ventilation | Type de ventilation | mesurée ou observée |
| | Façades exposées | mesurée ou observée |
| | Logement Traversant | mesurée ou observée |
| Chauffage | Type d'installation de chauffage | mesurée ou observée |
| | Type générateur | mesurée ou observée |
| | Année installation générateur | ✗ valeur par défaut |
| | Energie utilisée | mesurée ou observée |
| | Type émetteur | mesurée ou observée |
| | Type de chauffage | mesurée ou observée |
| | Équipement Intermittence | mesurée ou observée |
| | Nombre de niveaux desservis | mesurée ou observée |
| ECSanitaires | Type générateur | mesurée ou observée |
| | Année installation générateur | ✗ valeur par défaut |
| | Energie utilisée | mesurée ou observée |
| | Chaudière murale | mesurée ou observée |
| | Type de distribution | mesurée ou observée |
| | Type de production | mesurée ou observée |
| | Volume de stockage | mesurée ou observée |

cadre réglementaire

- ▶ Article L126-23 du Code de la Construction et de l'Habitation : Informations et diagnostics divers
- ▶ Articles L126-26 à L126-33, R126-15 à R126-20 et R126-29 du Code de la Construction et de l'Habitation : Diagnostic de performance énergétique
- ▶ Articles R126-21 à R126-25 du Code de la Construction et de l'Habitation : Mention des informations dans les annonces immobilières
- ▶ Articles R126-26 et R126-27 du Code de la Construction et de l'Habitation : Transmission et exploitation des diagnostics de performance énergétique
- ▶ Articles R172-1 à R172-3 du Code de la Construction et de l'Habitation : Construction des bâtiments
- ▶ Articles L271-4 à L271-6 et R271-1 à D271-5 du Code de la Construction et de l'Habitation : Dossier de diagnostic technique
- ▶ Articles 2 et 3-3 de la Loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- ▶ Arrêté du 31 mars 2021 modifié relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments ou parties de bâtiments à usage d'habitation en France métropolitaine
- ▶ Arrêté du 31 mars 2021 modifié relatif aux méthodes et procédures applicables au diagnostic de performance énergétique et aux logiciels l'établissant



AGENDA Diagnostics vous éclaire sur les pathologies, avec des solutions à mettre en œuvre.
 Obtenez plus d'informations en scannant le QR Code ci-contre ou en cliquant sur le lien suivant :
<https://www.agendadiagnostics.fr/pathologies-dpe.html>



Attestation d'assurance

RESPONSABILITE CIVILE ENTREPRISE



ATTESTATION

AXA France IARD, attesté que : CERTAMMO 78
Mathieu Audrey BUNEL
150 boulevard Cotté
95600 ENGHIEN LES BAINS

Bénéficiaire du contrat n° 1575535354 souscrit par AGENDA France garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités garanties par ce contrat.

Ce contrat a pour objet de :

- Satisfaire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes ultérieurs ;
- Garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que décrites aux Dispositions Particulières, à savoir :

Sont couvertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'Assuré, personne physique ou que les compétences de ses diagnostiqueurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics réalisés :

Registre liste A et B, continuation de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, registre liste C, registre avant travaux immobiliers bâtis, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus généralement dans tout type d'ouvrage ou d'équipement de génie civil. (Amiante AVEC mention)

Constat de risque d'exposition au plomb (CREP), parties privatives et parties communes

Registre de plomb avant travaux

Etat de l'installation intérieure d'électricité, parties privatives et parties communes

Etat de l'installation intérieure de gaz

Diagnostic termite avant vente, parties privatives et parties communes

Registre de termite avant travaux

Etat parasitaire - Diagnostic MNRules

Diagnostic de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments

Diagnostic de performance énergétique (DPE) avant et après travaux

Évaluation des atteintes de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées

Constat et étude de rénovation énergétique sans mise en œuvre des préconisations

Réalisation de bilans thermiques, thermographie infrarouge

Mesurage loi Carrez

Mesurage surface habitable - Relevé de surfaces

Plans et croquis à l'exclusion de toute activité de conception

Relevé de cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation

Plans de réaménagement immobilier PERVA / Bien

Etat des lieux locaux

Constat logement décent

Prêt conventionné - Prêt à taux zéro - Normes d'habitabilité

Détermination de la concentration en plomb dans l'eau des canalisations

Installation de détecteurs de fumée

Diagnostic télévisé

Diagnostic de performance numérique

Constat sécurité piscine

Attestation d'expulsion des formations argileuses au phénomène de mouvement de terrain d'effondrement

Etat des nuisances sonores ébranlées (ENSA)

Etat des risques et pollutions (ERP)

Millèmes de copropriété, tableaux de charges

Assurément autonome

Assurément collectif

Diagnostic accessibilité handicapés

Diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les locaux d'habitation ou recevant du public

Garantie RC Professionnelle : 1 000 000 € par sinistre et par année d'assurance et par Cabinet.

La présente attestation ne peut engager l'Assuré au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère. Sa validité cesse pour les risques visés à l'étranger dès lors que l'Assurance de ces derniers doit être souscrite conformément à la législation locale auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

La présente attestation est valable pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31^{er} janvier 2023, sous réserve du paiement de la prime et des possibilités de suspension ou de rétrocession en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Etablie à PARIS LA DEFENSE, le 23 décembre 2021, pour la Société AXA



AXA France IARD SA

Société anonyme enregistrée au 214 795 030 Paris

Siège social : 113, boulevard de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 657 403 R.C.S. Nanterre

Inscription au Registre du Commerce et des Sociétés - N° 14 722 657 403
Options d'assurance enregistrées à l'AN - N° 251 CCO - seul pour les garanties portées par AXA Assurance

1/1



Certifications

Certificat N° C0121

Monsieur Stéphane ARCA

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

| | | |
|---|--|--|
| Amiante avec mention | Certificat valable Du 16/05/2017 au 14/05/2022 | Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat des installations intérieures d'électricité | Certificat valable Du 20/11/2018 au 19/11/2023 | Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat des installations intérieures de gaz | Certificat valable Du 31/10/2017 au 30/10/2022 | Arrêté du 05 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments | Certificat valable Du 16/10/2017 au 15/10/2022 | Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'estimation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Constat de risque d'exposition au plomb | Certificat valable Du 01/10/2017 au 30/09/2022 | Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'insalubrité par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine | Certificat valable Du 22/04/2019 au 22/04/2024 | Arrêté du 30 octobre 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification. |

Date d'établissement le mercredi 10 avril 2019

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

Une certification peut être suspendue, modifiée ou retirée à tout moment.
Pour une utilisation appropriée de ce certificat, la portée des certifications et leurs validités doivent être vérifiées sur le site internet de LCC QUALIXPERT www.qualixpert.com.

709 Certification de compétence version 19 250113

SCP
Thierry PLOUCHART
Aurore SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Bruet
95380 LOUVRES
Tél : 01 34 72 60 60



Attestation d'indépendance

« Je soussigné BUNEL Audrey, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »

SAS CERTIMMO

Réseau Agenda
34 Avenue Marcel Perrin
95540 Louvres sur Oise
Tél : 01 34 24 51 55 - Fax : 01 30 38 08 17
contact@certimmo95.fr
SIRET : 444 221 675 00058 - APE : 7112 B



CERTIMMO 78

34, avenue Marcel Perrin
95540 MERY-SUR-OISE
Tél : 01 34 24 97 65
contact@certimmo95.fr

Mr MAHADEVAN

Dossier N° 22-11-2261 #E1

État de l'installation intérieure d'électricité

DÉSIGNATION DU OU DES IMMEUBLES BÂTIS

Adresse : 9, rue Jean-Pierre Timbaud
95140 GARGES LES GONESSE
Référence cadastrale : AO / 175
Lot(s) de copropriété : Sans objet
Type d'immeuble : Maison Individuelle
Année de construction : Non communiquée
Année de l'installation : > 15 ans
Distributeur d'électricité : Enedis



Étage : Sans objet Palier : Sans objet N° de porte : Sans objet Identifiant fiscal (si connu) : Non communiqué

Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification : Néant

IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Donneur d'ordre : MR MAHADEVAN – 9, rue Jean-Pierre Timbaud 95140 GARGES LES GONESSE
Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : PROPRIÉTAIRE
Propriétaire : Mr MAHADEVAN – 9, rue Jean-Pierre Timbaud 95140 GARGES LES GONESSE

IDENTIFICATION DE L'OPÉRATEUR AYANT RÉALISÉ L'INTERVENTION

Opérateur de diagnostic : Christian BRONDY
Certification n°C0811 délivrée le 19/11/2018 pour 5 ans par LCC Qualixpert (17 rue Borrel 81100 CASTRES)
Cabinet de diagnostics : CERTIMMO 78
34, avenue Marcel Perrin – 95540 MERY-SUR-OISE
N° SIRET : 444 221 675 00036
Compagnie d'assurance : AXA N° de police : 10755853504 Validité : DU 01/01/2022 AU 31/12/2022

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

SCP
Thierry PLOUCHART
Aurore SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Bruel
95380 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60



www.agendadiagnostics.fr

Chaque cabinet est juridiquement et financièrement indépendant.
SAS au capital de 7 624 € - SIRET : 444 221 675 00036 - APE : 7112B





RÉALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : 22-11-2261 #E1
Ordre de mission du : 17/11/2022
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.
Accompagnateur(s) : SCP PLOUCHART - BARNIER - SIA - GAUTRON (Huissier), MR MAHADEVAN (Propriétaire)
Document(s) fourni(s) : Aucun
Moyens mis à disposition : Aucun
Commentaires : Néant

CADRE RÉGLEMENTAIRE

- Articles L134-7, R134-49 et R134-50 du Code de la Construction et de l'Habitation : Sécurité des installations électriques
- Articles R126-35 et R126-36 du Code de la Construction et de l'Habitation : État de l'installation intérieure d'électricité
- Articles L271-4 à L271-6 et R271-1 à R271-5 du Code de la Construction et de l'Habitation : Dossier de diagnostic technique
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret n°2016-1105 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les logements en location
- Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation
- Norme NF C 16-600 (Juillet 2017) : État des installations électriques des parties privatives des locaux à usage d'habitation
=> Nous ne retenons de cette norme que les points n'entrant pas en contradiction avec l'arrêté du 28 septembre 2017, dont notamment les numéros d'article et les libellés d'anomalie (non définis dans l'arrêté), ainsi que les adéquations non précisées dans l'arrêté

Nota : Sauf indication contraire, l'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE RÉALISATION DU DIAGNOSTIC

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

CONCLUSION RELATIVE À L'ÉVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE À LA SÉCURITÉ DES PERSONNES

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport,
l'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.

Présence de points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

SCP
Thierry PLOUCHART
Aurora SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Bruel
95380 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60

Anomalies avérées selon les domaines suivants

Dans cette synthèse, une anomalie compensée par une mesure compensatoire correctement mise en œuvre n'est pas prise en compte.

- ☐ 1) Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- ☒ 2) Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre
- ☐ 3) Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit
- ☐ 4) La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire
- ☒ 5) Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs
- ☒ 6) Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage



Installations particulières

- ☐ P1-P2) Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement
- ☐ P3) Piscine privée, ou bassin de fontaine

Informations complémentaires

- ☒ IC) Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

ANOMALIES IDENTIFIÉES

| DOMAINE / N° ARTICLE | Libellé et localisation (*) des anomalies / Mesures compensatoires (2) | Photo |
|----------------------|---|---|
| 2 / B.3.3.2 b | La section du conducteur de terre est insuffisante. <u>Localisation</u> : Prise de terre | |
| 2 / B.3.3.6 a2 | Au moins un socle de prise de courant comporte une broche de terre non reliée à la terre. <u>Précision</u> : Présence de prise 3 pôles non reliés à la terre. | |
| 2 / B.3.3.6.1 | Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a2) : Alors que des socles de prise de courant ou des circuits de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1, a2 et a3), la mesure compensatoire suivante est correctement mise en œuvre : – Protection du (des) circuit (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA. | |
| 5 / B.7.3 a | L'enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée. <u>Localisation</u> : Tableau de répartition secondaire n°1 <u>Précision</u> : Absence de capot de protection | |
| 6 / B.8.3 b | L'installation comporte au moins un matériel électrique inadapté à l'usage. <u>Précision</u> : Présence de douille(s) de chantier (ex.photo) |  |
| 5 / B.8.3 e | Au moins un conducteur isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte, une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le matériel électrique qu'il alimente. <u>Précision</u> : Partie de filerie non protégée. |  |

■ Légende des renvois

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués au-dessous de l'anomalie concernée.



(*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.



AGENDA Diagnostics vous éclaire sur les pathologies, avec des solutions à mettre en œuvre. Obtenez plus d'informations en scannant le QR Code ci-contre ou en cliquant sur le lien suivant : <https://www.agendadiagnostics.fr/electricite-guide-des-pathologies.html>

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

IC) SOCLES DE PRISE DE COURANT, DISPOSITIF À COURANT DIFFÉRENTIEL RÉSIDUEL À HAUTE SENSIBILITÉ

| DOMAINE / N° ARTICLE (1) | Libellé des informations | Photo |
|--------------------------|---|-------|
| IC / B.11 a1 | L'ensemble de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité <= 30 mA. | |
| IC / B.11 b2 | Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur. | |
| IC / B.11 c2 | Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm. | |

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C 15-600 – Annexe B

AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

| DOMAINE / N° ARTICLE (1) | Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés | Motifs |
|--------------------------|--|---|
| 2 / B.3.3.4 b | Section satisfaisante du conducteur de liaison équipotentielle principale | Conducteur de liaison équipotentielle principale non localisé |
| 3 / B.4.3 j2 | Courants assignés (calibres) adaptés de plusieurs interrupteurs différentiels placés en aval du disjoncteur de branchement et protégeant tout ou partie de l'installation (ou de l'interrupteur différentiel placé en aval du disjoncteur de branchement et ne protégeant qu'une partie de l'installation) | Le(s) courant(s) d'emploi du (des) circuit(s) protégé(s) par le(s) interrupteur(s) différentiel(s) ne peu(ven)t pas être évalué(s). |

(1) Référence des numéros d'articles selon la norme NF C 15-600 – Annexe C

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic certifié lorsque l'installation sera alimentée.

Installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes

Néant

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

Autres types de constatation

Néant

CONCLUSION RELATIVE À L'ÉVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

L'installation intérieure d'électricité comportant une ou des anomalies, il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).

Dossier N° 22-11-2261 #E1

Mr MAHADEVAN

SCP
Thierry PLOUCHAR
Aurore SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés 4 / 10
25, rue Paul Brue
95380 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60



DATES DE VISITE ET D'ÉTABLISSEMENT DE L'ÉTAT

Visite effectuée le 17/11/2022

Opérateur de diagnostic : Christian BRONDY

État rédigé à MERY-SUR-OISE, le 18/11/2022

Durée de validité :

Vente : Trois ans, jusqu'au 17/11/2025

Location : Six ans, jusqu'au 17/11/2028

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



CERTIMMO 78

34, avenue Marcel Perrin

95540 MERY-SUR-OISE

Tél : 01 34 24 97 65

SIRET : 444 221 675 00036 – APE : 7112B

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

EXPLICITATIONS DÉTAILLÉES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

APPAREIL GÉNÉRAL DE COMMANDE ET DE PROTECTION

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.

DISPOSITIF DE PROTECTION DIFFÉRENTIELLE À L'ORIGINE DE L'INSTALLATION

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

PRISE DE TERRE ET INSTALLATION DE MISE À LA TERRE

Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITÉS

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

LIAISON ÉQUIPOTENTIELLE DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence prive, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

CONDITIONS PARTICULIÈRES DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Dossier N° 22-11-2261 #E1

Mr MAHADEVAN

SCP
Thierry PLOUCHARTE
Aurore SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Brue
95380 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60

5 / 10



MATÉRIELS ÉLECTRIQUES PRÉSENTANT DES RISQUES DE CONTACT DIRECT

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

MATÉRIELS ÉLECTRIQUES VÉTUSTES OU INADAPTÉS À L'USAGE

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

APPAREILS D'UTILISATION SITUÉS DANS DES PARTIES COMMUNES ET ALIMENTÉS DEPUIS LES PARTIES PRIVATIVES

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

PISCINE PRIVÉE OU BASSIN DE FONTAINE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

DISPOSITIF(S) DIFFÉRENTIEL(S) À HAUTE SENSIBILITÉ PROTÉGEANT TOUT OU PARTIE DE L'INSTALLATION ÉLECTRIQUE

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE À OBTURATEURS

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE À PUIXS (15 MM MINIMUM)

La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

ANNEXES

Caractéristiques de l'installation

INFORMATIONS GÉNÉRALES

| Caractéristique | Valeur |
|---------------------------------|----------|
| Distributeur d'électricité | Enedis |
| L'installation est sous tension | Oui |
| Type d'installation | Triphasé |
| Année de l'installation | > 15 ans |

COMPTEUR

| Caractéristique | Valeur |
|----------------------|-----------------------------------|
| Localisation | Maison principale Sous-sol Garage |
| Index Heures Pleines | Sans objet |
| Index Heures Creuses | Sans objet |

Dossier N° 22-11-2261 #E1

Mr MAHADEVAN

SCP
Thierry PLOUCHART
Aurore SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Bruel
95380 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60

6 / 10



DISJONCTEUR DE BRANCHEMENT À PUISSANCE LIMITÉE

| Caractéristique | Valeur |
|----------------------|-----------------------------------|
| Localisation | Maison principale Sous-sol Garage |
| Calibre | 30 / 60 A |
| Intensité de réglage | 60 A |
| Différentiel | 500 mA |

PRISE DE TERRE

| Caractéristique | Valeur |
|---|---|
| Résistance | 96 Ω |
| Section du conducteur de terre | < 16 mm ² en cuivre isolé |
| Section du conducteur principal de protection | \geq 10 mm ² |
| Section du conducteur de liaison équipotentielle principale | Conducteur de liaison équipotentielle principale non localisé |

DISPOSITIF(S) DIFFÉRENTIEL(S)

Il s'agit des dispositifs différentiels autres que celui intégré au disjoncteur de branchement ou, le cas échéant, au disjoncteur général.

| Quantité | Type d'appareil | Calibre de l'appareil | Sensibilité du différentiel |
|----------|-----------------|-----------------------|-----------------------------|
| 6 | Interrupteur | 40 A | 30 mA |

TABLEAU DE RÉPARTITION PRINCIPAL N°1

| Caractéristique | Valeur |
|---|-------------------------------------|
| Localisation | Maison principale Sous-sol Escalier |
| Section des conducteurs de la canalisation d'alimentation | Cuivre 16 mm ² |

TABLEAU DE RÉPARTITION SECONDAIRE N°1

| Caractéristique | Valeur |
|-----------------|-----------------------------------|
| Localisation | Maison principale Sous-sol Garage |

TABLEAU DE RÉPARTITION SECONDAIRE N°2

| Caractéristique | Valeur |
|-----------------|------------------------------------|
| Localisation | Maison principale 1er étage Palier |

TABLEAU DE RÉPARTITION SECONDAIRE N°3

| Caractéristique | Valeur |
|-----------------|--------------------------------------|
| Localisation | Maison principale Sous-sol Buanderie |

Attestation d'assurance

RESPONSABILITE CIVILE ENTREPRISE



ATTESTATION

AXA France IARD, Assiste que :
CERTIMMO 78
Madame Audrey BUNEL
1515 boulevard Cotte
95550 ENGHIEN LES BAINS

Bénéficiaire du contrat n° 19755853504 souscrit par AGENDA France, garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités garanties par ce contrat.

Ce contrat a pour objet de :

- Satisfaire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2021 - 455 du 8 juin 2021 et son décret d'application n° 2026 - 1114 du 5 septembre 2026, codifiés aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes ultérieurs ;
- Garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que détaillées aux Dispositions Particulières, à savoir :

Sont couvertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de ses diagnostiqueurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics réalisés :

Représente les A et B, construction de DAPP et de DPA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, repérage liste C, repérage avant travaux immobiliers B101, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus généralement dans tout type d'ouvrage ou d'équipement de génie civil. (Article AVIC mention)
Constat de risque d'exposition au plomb (CERP), parties privatives et parties communes
Repérage de plomb avant travaux
Etat de l'installation intérieure d'électricité, parties privatives et parties communes
Etat de l'installation intérieure de gaz
Diagnostic termes avant vente, parties privatives et parties communes
Repérage de termites avant travaux
Etat parasitaire - Diagnostic Mitrains
Diagnostic de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
Diagnostic de performance énergétique (DPE) avant et après travaux
Réalisation des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Constat et Etude de rénovation énergétique sans mise en œuvre des prescriptions
Réalisation de bilans thermiques : thermographie infrarouge
Mesurage loi Carrez
Mesurage surface habitable - Relevé de surfaces
Plans et croquis à l'exclusion de toute activité de conception
Validité de vote pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupé-feu dans les immeubles d'habitation
Fiche de renseignement Immeuble PERVA / Bien
Etat des lieux locatif
Constat logement décent
Prêt conventionné - Prêt à taux zéro - Normes d'habitabilité
Détermination de la concentration en plomb dans l'eau des canalisations
Installation de détecteurs de fumée
Diagnostic télévisuel
Diagnostic de performance numérique
Constat sécurité piétonne
Attestation d'absence des formations argileuses au périmètre de mouvement de terrain différentiel
Etat des nuisances sonores aériennes (ENSA)
Etat des nuisances et pollutions (EPP)
Attestations de copropriété, tantôt de charges
Assainissement autonome
Assainissement collectif
Diagnostic accessibilité handicapés
Diagnostic de la qualité de l'air intérieure dans les locaux d'habitation ou recevant du public

Garantie RC Professionnelle : 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance et par Cabinet.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.
Sa validité cesse pour les risques situés à l'étranger des lieux que l'assurance de ces derniers doit être souscrite conformément à la législation locale auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

La présente attestation est valable pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31^{er} janvier 2023, sous réserve du paiement de la prime et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Etablie à PARIS LA DEFENSE, le 23 décembre 2021, pour la Société AXA



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 915 100 euros

Siège social : 112, Terrasse de l'Opéra - 92717 Nanterre Cedex 922 057 400 R.C.S. Nanterre

Immatriculée au Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 017 410

Opérations d'assurance assujetties de TVA - n° 211 C CEI - et pour les garanties portées par AXA Assurance

1/1



Certifications

Certificat N° C0811

Monsieur Christian BRONDY

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur www.qualificationcert.com conformément à l'ordonnance 2005-658 du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.



dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

| | | |
|---|--|--|
| Etat des installations intérieures d'électricité | Certificat valable Du 20/11/2018 au 19/11/2023 | Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat des installations intérieures de gaz | Certificat valable Du 25/03/2018 au 25/03/2023 | Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments | Certificat valable Du 18/04/2018 au 17/04/2023 | Arrêté du 19 octobre 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Constat de risque d'exposition au plomb | Certificat valable Du 24/04/2018 au 23/04/2023 | Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Ambiante avec malfaçons | Certificat valable Du 01/07/2017 au 30/06/2022 | Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification. |

Date d'établissement le jeudi 21 juin 2018

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LCC 17, rue Boirel - B1 100 CASPES
05 63 73 05 13 - Fax 05 63 73 32
serl capital 71 www.qualificationcert.com

SCP
Thierry PLOUCHAR
Aurore SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Bruel
95380 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60



Attestation d'indépendance

« Je soussigné BUNEL Audrey, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »

SAS CERTIMMO

Réseau Agenda
34 Avenue Michel Perrin
95540 THIESSY-LE-NUIT
Tél : 01 34 24 55 55 - Fax : 01 30 33 03 17
contact@certimmo95.fr
SIRET : 444 221 675 00038 - APE : 7112 B



Déclaration de sinistres indemnisés

en application des articles L 125-5 et R125-26 du Code de l'environnement

Si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à des événements ayant eu pour conséquence la publication d'un arrêté de catastrophe naturelle, cochez ci-dessous la case correspondante dans la colonne "Indemnisé".

Arrêtés CATNAT sur la commune

| Risque | Début | Fin | JO | Indemnisé |
|---|------------|------------|------------|--------------------------|
| Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels | 01/07/2020 | 30/09/2020 | 14/01/2022 | <input type="checkbox"/> |
| Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue | 02/07/2003 | 02/07/2003 | 30/11/2003 | <input type="checkbox"/> |
| Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue | 17/06/2003 | 17/06/2003 | 19/10/2003 | <input type="checkbox"/> |
| Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue | 07/07/2001 | 07/07/2001 | 18/01/2002 | <input type="checkbox"/> |
| Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue | 25/12/1999 | 29/12/1999 | 30/12/1999 | <input type="checkbox"/> |
| Mouvement de terrain | | | | <input type="checkbox"/> |
| Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue | 30/05/1999 | 30/05/1999 | 20/10/1999 | <input type="checkbox"/> |
| Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels | 01/12/1996 | 31/12/1997 | 29/12/2000 | <input type="checkbox"/> |
| Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue | 11/05/1993 | 11/05/1993 | 21/01/1994 | <input type="checkbox"/> |
| Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue | 31/05/1992 | 01/06/1992 | 23/08/1992 | <input type="checkbox"/> |
| Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels | 01/01/1991 | 30/11/1996 | 15/11/1997 | <input type="checkbox"/> |
| Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels | 01/06/1989 | 31/12/1990 | 19/07/1991 | <input type="checkbox"/> |
| Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue | 24/08/1987 | 25/08/1987 | 11/11/1987 | <input type="checkbox"/> |
| Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue | 20/06/1984 | 20/06/1984 | 18/10/1984 | <input type="checkbox"/> |
| Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue | 05/05/1984 | 05/05/1984 | 10/08/1984 | <input type="checkbox"/> |
| Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue | 03/05/1984 | 03/05/1984 | 10/08/1984 | <input type="checkbox"/> |
| Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue | 22/06/1983 | 27/06/1983 | 05/08/1983 | <input type="checkbox"/> |

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur Internet, le portail dédié à la prévention des risques majeurs : www.prim.net

Préfecture : Pontoise - Val-d'Oise
Commune : Garges-lès-Gonesse

Adresse de l'immeuble :
9, rue Jean-Pierre Timbaud
Parcelle(s) : AO0175
95140 Garges-lès-Gonesse
France

Etabli le : _____

Vendeur : _____

Acquéreur : _____

MR MAHADEVAN

SCP
Thierry PLOUCHARTE
Aurora SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Bruel
95380 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60

Prescriptions de travaux

Aucune

Documents de référence

Aucun

Conclusions

L'Etat des Risques délivré par CERTIMMO en date du 18/11/2022 fait apparaître que la commune dans laquelle se trouve le bien est soumise à l'obligation en matière d'Information Acquéreur Locataire sur les Risques Naturels et Technologiques. Selon les informations mises à disposition dans le Dossier Communal d'Information, le BIEN n'est concerné par aucun risque réglementé.

Le BIEN est également concerné par :

- Le Plan d'Exposition au Bruit de «Aérodrome de Paris - Charles-de-Gaulle » (D)

Sommaire des annexes

> Arrêté Préfectoral départemental n° 130072-liste du 14 juin 2013

> Cartographie :

- Cartographie réglementaire de la sismicité

A titre indicatif, ces pièces sont jointes au présent rapport.

SCP
Thierry PLOUCHART
Aurore SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Bruel
95380 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60



PREFECTURE DU VAL D'OISE

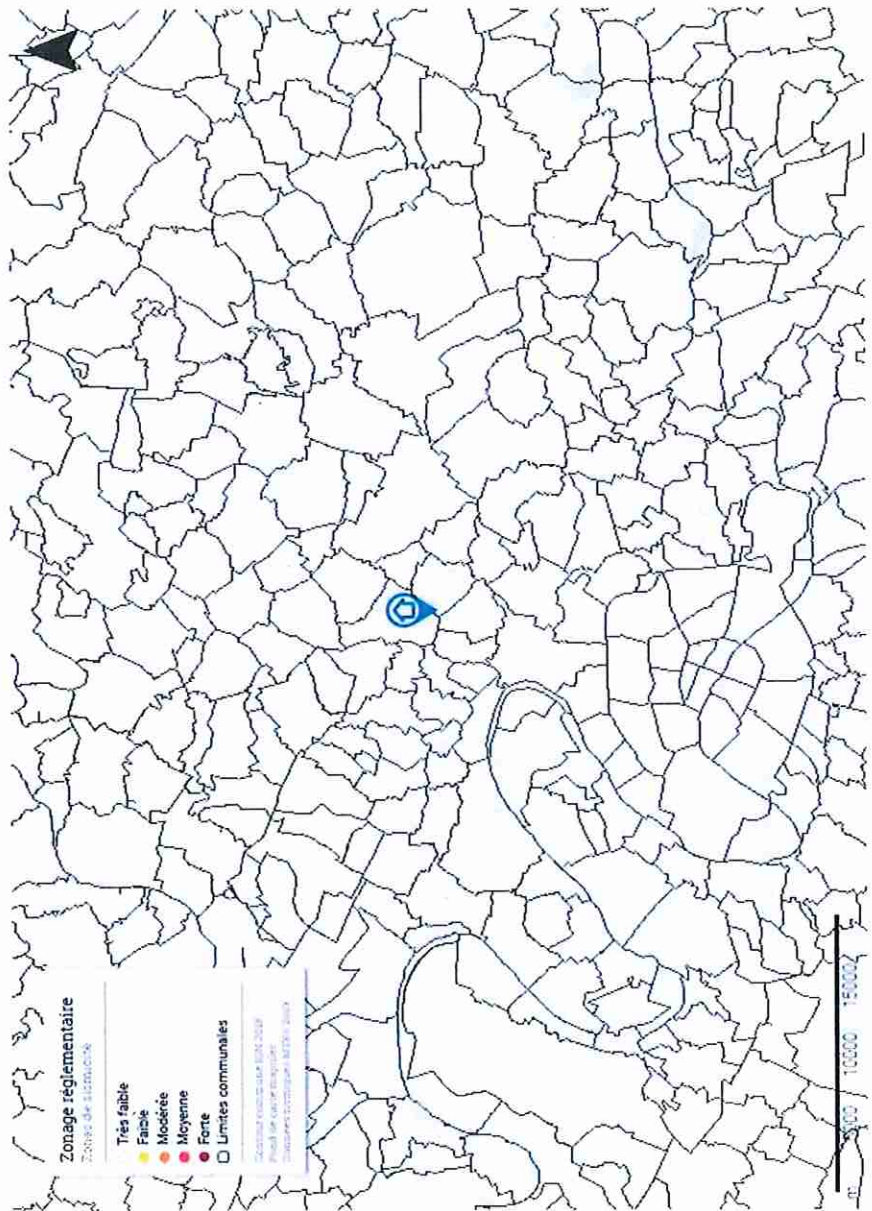
Annexe I

à l'arrêté préfectoral N° 13.032 en date du 14 juin 2013 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs :

Liste des 121 communes du Val d'Oise exposées à un risque faisant l'objet d'un PPRn ou d'un PPRT, approuvé ou prescrit

| | | |
|--------------------------|-------------------------|------------------------|
| ABLEIGES | EPINAY-CHAMPLATREUX | NUCOURT |
| AMBLEVILLE | ERAGNY | OMERVILLE |
| AMENUCOURT | FREMECOURT | OSNY |
| ARGENTEUIL | FREPILLON | PARMAIN |
| ARRONVILLE | LA FRETTE-SUR-SEINE | PERSAN |
| ASNIERES-SUR-OISE | GADANCOURT | PIERRELAZE |
| AUVERS-SUR-OISE | GENAINVILLE | PONTOISE |
| AVERNES | GONESSE | PRESLES |
| BAILLET-EN-FRANCE | GOUSSAINVILLE | ROCHE-GUYON (LA) |
| BEAUMONT-SUR-OISE | GRISY-LES-PLATRES | ROISSY-EN-FRANCE |
| BELLEFONTAINE | GROSLAY | RONQUEROLLES |
| BELLOY-EN-FRANCE | GUIRY-EN-VEXIN | SAGY |
| BERNES-SUR-OISE | HARAVILLIERS | SAINT-BRICE-SOUS-FORET |
| BESSANCOURT | HAUTE-ISLE | SAINT-CLAIR-SUR-EPTE |
| BETHEMONT-LA-FORET | HERBLAY | SAINT-CYR-EN-ARTHIES |
| BEZONS | L'ISLE-ADAM | SAINT-GERVAIS |
| BOISEMONT | JOUY-LE-MOUTIER | SAINT-LEU-LA-FORET |
| BOISSY-L'AILLERIE | LASSY | SAINT-MARTIN-DU-TERTRE |
| BOUQUEVAL | LOUVRES | SAINT-OUEN-L'AUMONE |
| BRAY-ET-LU | MAFFLIERS | SAINT-PRIX |
| BRIGNANCOURT | MAGNY-EN-VEXIN | SAINT-WITZ |
| BRUYERES-SUR-OISE | MAREIL-EN-FRANCE | SANNOIS |
| BUHY | MARGENCY | SANTEUIL |
| BUTRY-SUR-OISE | MARINES | SARCELLES |
| CERGY | MARLY-LA-VILLE | SERAINCOURT |
| CHAMPAGNE-SUR-OISE | MENUCOURT | SOISY-SOUS-MONTMORENCY |
| CHAPELLE-EN-VEXIN (LA) | MERIEL | SURVILLIERS |
| CHARMONT | MERY-SUR-OISE | TAVERNY |
| CHARS | MONTGEROULT | THEUVILLE |
| CHATENAY-EN-FRANCE | MONTIGNY-LES-CORMEILLES | VALLANGOUJARD |
| CHAUSSY | MONTLIGNON | VALMONDOIS |
| CHENNEVIERES-LES-LOUVRES | MONTMAGNY | VAUDHERLAND |
| CONDECOURT | MONTMORENCY | VAUREAL |
| CORMEILLES-EN-PARISIS | MONTREUIL-SUR-EPTE | VETHEUIL |
| CORMEILLES-EN-VEXIN | MONTSOULT | VIARMES |
| COURDIMANCHE | MOURS | VIGNY |
| DOMONT | NERVILLE-LA-FORET | VILLIERS-ADAM |
| ECOUVEN | NESLES-LA-VALLEE | VILLIERS-LE-BEL |
| ENNERY | NEUILLY-EN-VEXIN | WY-DIT-JOLI-VILLAGE |
| EPIAIS-LES-LOUVRES | NEUVILLE-SUR-OISE | |
| EPIAIS-RHUS | NOISY-SUR-OISE | |

SCP
Thierry PLOUCHART
Aurore SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Brue
95300 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 60



SCP
Thierry PLOUCHART
Aurore SIA
Cécile GAUTRON

Attestation d'assurance

RESPONSABILITE CIVILE ENTREPRISE



ATTESTATION

AXA France VSD, Atteste que : CERTAMVO78
Madame Audrey BUNEL
1515 boulevard Cotte
95693 ENGIEN LES BAINS

Référence du contrat n° 10755853504 souscrit par AGENDA France garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pourvue lui incombent du fait de l'exercice des activités garanties par ce contrat.

Ce contrat a pour objet de :

- Satisfaire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 659 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2005 - 1314 du 5 septembre 2005, conformément aux articles R 271-1 à R 271-4 et R 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes subsidiaires ;
- Garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

Sont couvertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'Assuré, personne physique ou que les compétences de ses diagnostiqueurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics réalisés :

- Représentation des A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, repérage liste C, repérage avant travaux immeubles bâtis, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus généralement dans tout type d'ouvrage ou d'équipement de génie civil, (Amiante AVEC tranchées)
- Constat de risque d'exposition au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
- Représentation de plomb avant travaux
- Etat de l'installation intérieure d'électricité, parties privatives et parties communes
- Etat de l'installation intérieure de gaz
- Diagnostic thermique avant vente, parties privatives et parties communes
- Représentation de termite avant travaux
- Etat passif - Diagnostic Mécanique
- Diagnostic de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
- Diagnostic de performance énergétique (DPE) avant et après travaux
- Réalisation des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
- Conseil et étude en rénovation énergétique sans mise en œuvre des prescriptions
- Réalisation de bilans thermiques : thermographie infrarouge
- Mesurage les Caves
- Mesurage surface habitable - Réseaux de surfaces
- Plans et coupes à l'exécution de toute activité de conception
- Relevé de ces plans pour la réalisation de plans d'exécution et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
- Fiche de renseignement immobilier FENVA / Bien
- Etat des lieux locatif
- Constat logement décent
- Fits conventionnés - P 14 à l'usage des Normes d'habitation
- Détermination de la concentration en plomb dans l'eau des canalisations
- Installation de détecteurs de fumée
- Diagnostic télévisuel
- Diagnostic de performance numérique
- Constat de bruit piédon
- Attestation d'exposition des formations argileuses au phénomène de mouvement de terrain différentiel
- Etat des nuisances sonores aériennes (ENSA)
- Etat des risques et pollutions (ERP)
- Milieu de vie et appropriation, tensions de charges
- Assainissement autonome
- Assainissement collectif
- Diagnostic d'accessibilité handicapés
- Diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les locaux d'habitation ou recevant du public

Garantie RC Professionnelle : 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance et par Cabinet.

La présente attestation ne peut engager l'Assuré au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère. Sa validité cesse pour les risques situés à l'étranger des lieux où l'assurance de ces derniers doit être souscrite conformément à la législation locale auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

La présente attestation est valable pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31^{er} janvier 2023, sous réserve du paiement de la prime et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Est le 23 décembre 2021, le 23 décembre 2021, pour la Société AXA



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 355 120 euros

Siège social : 111, Terrasse de l'Europe - 92727 Nanterre Cedex 927 057 460 R.C.S. Nanterre

Enregistrée au Code de Commerce - TVA Intracommunautaire n° FR 14 722 037 460

Déclaration d'assurance en vertu de la TVA - n° 151 C CCI - valid pour les garanties portées par AXA Assurance

1/1

SCP
Thierry PLOUCHART
Aurore SIA
Cécile GAUTRON
Commissaires de Justice Associés
25, rue Paul Bruel
95380 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 69



CERTIMMO 78

34, avenue Marcel Perrin
95540 MERY-SUR-OISE
Tél : 01 34 24 97 65
contact@certimmo95.fr

Mr MAHADEVAN
Dossier N° 22-11-2261 #ENS

État des nuisances sonores aériennes (ENSA)

DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Adresse : 9, rue Jean-Pierre Timbaud
95140 GARGES LES GONESSE
Référence cadastrale : AO / 175
Lot(s) de copropriété : Sans objet
Nature de l'immeuble : Maison individuelle
Destination des locaux : Habitation
Date de construction : Non communiquée
Contexte de la mission : ☒ Avant vente ☐ Avant mise en location



DÉSIGNATION DU PROPRIÉTAIRE

Propriétaire : Mr MAHADEVAN – 9, rue Jean-Pierre Timbaud 95140 GARGES LES GONESSE
Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :
☒ Propriétaire de l'immeuble
☐ Autre, le cas échéant (préciser) :

DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE DIAGNOSTIC

Cabinet de diagnostics : CERTIMMO 78
34, avenue Marcel Perrin – 95540 MERY-SUR-OISE
N° SIRET : 444 221 675 00036
Compagnie d'assurance : AXA N° de police : 10755853504 Validité : DU 01/01/2022 AU 31/12/2022

RÉALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : 22-11-2261 #ENS
Ordre de mission du : 17/11/2022
Document(s) fourni(s) : Aucun
Commentaires : Néant



www.agendadiagnostics.fr

Chaque cabinet est juridiquement et financièrement indépendant.
SAS au capital de 7 624 € - SIRET : 444 221 675 00036 - APE : 7112B



CADRE RÉGLEMENTAIRE

- Article L112-11 du Code de l'Urbanisme : Effets du plan d'exposition au bruit des aérodrômes
- Article L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation : Dossier de diagnostic technique
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs

Nota : Sauf indication contraire, l'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Lorsque des immeubles bâtis à usage d'habitation ou à usage mixte professionnel et d'habitation et des immeubles non bâtis constructibles situés dans l'une des zones de bruit définies par un plan d'exposition au bruit des aérodrômes font l'objet de location ou de vente, un document informant de cette situation doit être communiqué au futur acquéreur ou locataire.

Ce document comporte :

- ▶ L'indication claire et précise de cette zone ;
- ▶ L'adresse du service d'information en ligne permettant de consulter le plan d'exposition au bruit ;
- ▶ La mention de la possibilité de consulter le plan d'exposition au bruit à la mairie de la commune où est sis l'immeuble.

L'acquéreur ou le locataire ne peut se prévaloir à l'encontre du vendeur ou du bailleur des informations contenues dans ce document qui n'a qu'une valeur indicative.

SYNTHÈSE DE L'ÉTAT RELATIF AU PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT DES AÉRODRÔMES (PEB)

L'immeuble objet du présent état est situé :

- ☐ En zone de bruit fort A ☐ En zone de bruit fort B ☐ En zone de bruit modéré C
☒ En zone de bruit D ☐ Hors zone de bruit

DATE D'ÉTABLISSEMENT DE L'ÉTAT

État rédigé à MERY-SUR-OISE, le 18/11/2022

Durée de validité : Non définie par la réglementation

Cochet de l'entreprise



CERTIMMO 78
34, avenue Marcel Perrin
95540 MERY-SUR-OISE
Tél : 01 34 24 97 65
SIRET : 444 221 675 00036 – APE : 7112B

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

ÉTAT DES NUISANCES SONORES AÉRIENNES

Les zones de bruit des plans d'exposition au bruit constituent des servitudes d'urbanisme (art. L112-3 du code de l'urbanisme) et doivent à ce titre être notifiées à l'occasion de toute cession, location ou construction immobilière.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° 07-44 du 03/04/2007 mis à jour le
 Adresse de l'immeuble code postal ou Insee commune
 9, rue Jean-Pierre Timbaud 95140 GARGES LES GONESSE

Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans d'exposition au bruit (PEB)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PEB ¹ oui ☒ non ☐
 révisé ☒ approuvé ☐ date 03/04/2007

¹ Si oui, nom de l'aérodrome : Paris CDG

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux d'insonorisation ² oui ☐ non ☐

² Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés ☐

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PEB ¹ oui ☐ non ☒
 révisé ☐ approuvé ☐ date

¹ Si oui, nom de l'aérodrome :

Situation de l'immeuble au regard du zonage d'un plan d'exposition au bruit

> L'immeuble se situe dans une zone de bruit d'un plan d'exposition au bruit définie comme :

zone A ¹ ☐ zone B ² ☐ zone C ³ ☐ zone D ⁴ ☒
 (bruit fort) (bruit fort) (bruit modéré)

¹ Intérieur de la courbe d'indice Lden 70

² Entre la courbe d'indice Lden 70 et une courbe choisie entre Lden 65 celle et 62

³ Entre la limite extérieure de la zone B et la courbe d'indice Lden choisie entre 57 et 55

⁴ Entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice Lden 50

(Cette zone n'est obligatoire que pour les aérodromes mentionnés au I de l'article 1609 quaterbis A du code général des impôts et sous réserve des dispositions de l'article L112-9 du code de l'urbanisme pour les aérodromes dont le nombre de créneaux horaires attribuables fait l'objet d'une limitation réglementaire sur l'ensemble des plages horaires d'ouverture.)

Nota bene : Lorsque le bien se situe sur 2 zones, il convient de retenir la zone de bruit la plus importante.

Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des nuisances prises en compte

Le plan d'exposition au bruit est consultable sur le site internet du Géoportail de l'institut national de l'information géographique et forestière (IGN) à l'adresse suivante : www.geoportail.gouv.fr

Il est aussi possible de consulter le plan d'exposition au bruit à la mairie de la commune où est sis l'immeuble.

Règles de délimitation : voir [Articles R112-1 à R112-3](#) du code de l'urbanisme

vendeur / bailleur

MR MAHADEVAN

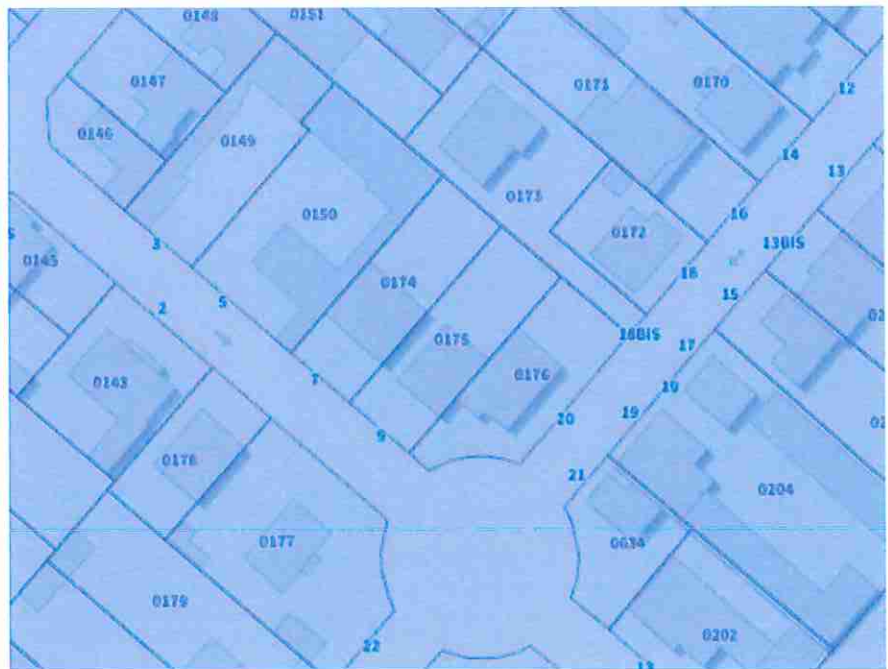
date / lieu

Fait le 18/11/2022
 à MERY-SUR-OISE

acquéreur / locataire

Information sur les nuisances sonores aériennes : pour en savoir plus, consultez le site internet www.ecologique-solidaire.gouv.fr

CARTOGRAPHIE



Légende

- Zone de bruit fort A
- Zone de bruit fort B
- Zone de bruit modéré C
- Zone de bruit D
- Hors zone de bruit